

## BILAN DE LA SCOLARISATION DANS LES MONTAGNES MOFU (NORD-CAMEROUN)

Jeanne-Françoise VINCENT

*Ethnologue C.N.R.S.*

Quelles sont les conséquences pratiques de la scolarisation en milieu africain paysan ? Entraîne-t-elle chez les jeunes une désaffection du mode de vie traditionnel se traduisant par un exode rural ? Faut-il alors lier scolarisation et émigration ? Si de surcroît les écoles considérées sont des écoles privées confessionnelles, quelle influence exercent-elles sur l'appartenance religieuse de leurs élèves ? Y a-t-il enfin en tous ces domaines différences significatives entre garçons et filles ?

Il a paru intéressant de tenter de répondre à ces questions en prenant l'exemple des Mofu du Nord-Cameroun, plus précisément des Mofu des trois massifs de Duvangar, Durum et Wazan (1). En effet trois écoles primaires catholiques ont été ouvertes dans ces montagnes il y a seize ans (2). Ainsi qu'en témoignent leurs registres d'inscription, elles ont été fréquentées de 1961 à 1976 par 1 400 élèves, les uns n'y faisant qu'un bref passage, d'autres s'y attardant des années. Ces registres ont pu être empruntés, annotés et étudiés (3) et, à deux reprises, en 1973 et en 1976, pour compléter leurs données, une enquête sur le sort de 586 jeunes gens ayant appartenu aux sept premières promotions a été menée dans les montagnes. Ce sont les résultats de ces enquêtes qui seront donnés ici sous forme de tableaux, complétés par les opinions de divers informateurs et par des commentaires personnels (4).

Avant de présenter ces données, situons brièvement la population au milieu de laquelle se sont implantées ces écoles.

Les Mofu sont des montagnards païens — des Kirdi, ainsi que les appelle parfois l'administration — qui occupent le rebord oriental des Monts du Mandara et quelques massifs-îles s'avancent dans la plaine de Maroua. Entourés de voisins montagnards au nord, à l'ouest et au sud — groupes divers de la région de Mora, Mafa ou Matakam, et Gudur — les Mofu sont en contacts directs à l'est avec les gens des plaines, petits groupes Giziga et, surtout, Peul, venus s'installer dans le nord du Cameroun à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle. Durant tout le xix<sup>e</sup> siècle et une partie du xx<sup>e</sup> les Peul menèrent chez les montagnards de multiples razzias en quête d'esclaves dont le souvenir est resté vif dans les mémoires mofu.

Anciennement installés sur leurs massifs, les Mofu sont des agriculteurs sédentaires vivant en habitat dispersé. Cultivateurs de mil avisés et tenaces, ils ont couvert d'un système de terrasses les flancs des montagnes et se sont mis tout récemment — à partir des années 1960 — à la culture du coton. Le pays mofu est fortement peuplé — 40 000 personnes environ sur un territoire de près de 400 km<sup>2</sup>, soit une densité approximative de 100 habitants au km<sup>2</sup> — aussi des problèmes de terre commencent-ils à se poser, surtout en piémont que, par un lent glissement encouragé par l'administra-

(1) Cf. croquis de localisation des Mofu.

(2) En 1961 pour les écoles de Duvangar et de Wazan, en 1962 pour l'École de Durum. A celle-ci, il faut ajouter l'école officielle de Watergas, dans la plaine au pied du massif, dont les registres ont malheureusement brûlé en 1970.

(3) Grâce à la complaisance de la Mission de Duvangar qui, de plus, a laissé partir en France ses registres, ce qui a permis de les photocopier et d'y travailler à loisir.

(4) Un rapport resté inédit avait été rédigé d'après les documents de 1973 : « *Scolarisation, émigration et conversion dans les montagnes de Duvangar, Durum et Wazan* 17 p. dactyl. » ; refondu et complété, il a été repris ici.

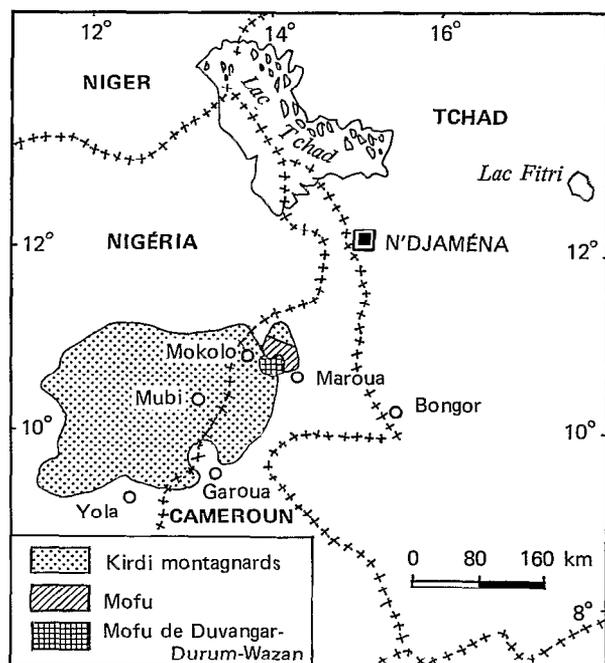


Fig. 1. — Croquis de localisation des Mofu.

tion, ces « montagnards » se mettent à habiter de préférence. Une tendance à des migrations saisonnières se dessine chez les jeunes agriculteurs. Elle les amène à travailler soit à la ville de Maroua toute proche (1), soit dans la plaine de Maroua où, généralement, ils se louent chez des Peul comme manœuvres agricoles, à moins qu'ils n'y fassent des jardins pour leur propre compte.

On observe à travers les massifs mofu une grande variété des formes du pouvoir politique. Peu apparent chez les Mofu du nord, le pouvoir est au contraire très fort et très concentré chez les Mofu des trois massifs dont il sera question ici, Duvangar, Durum et Wazan, qui peuvent être considérés comme trois « principautés », construites sur le même

modèle (2). Parmi les Mofu au sens large les Mofu de Duvangar-Durum-Wazan — 20 000 environ au recensement de 1975 — constituent un ensemble à part, à la fois par leurs structures politiques et leurs croyances religieuses et aussi par leurs techniques, leur langue particulière, enfin par les échanges matrimoniaux privilégiés (3) qu'ils ont entre eux.

Sur le plan religieux, les Mofu de Duvangar-Durum-Wazan sont encore très peu touchés par l'islam qu'ils n'adoptaient jusqu'en 1972 qu'après avoir quitté définitivement leurs montagnes. Le christianisme s'est implanté chez eux essentiellement par l'action de la Mission catholique de Duvangar fondée en 1953 (4) et commence à toucher une proportion notable des jeunes des trois massifs. Cependant 90 % au moins des plus de 30 ans est fidèle à la religion traditionnelle basée sur le culte des ancêtres et liée au cycle des saisons et du mil (5).

### 1. Nombre de jeunes passés par l'école primaire

Le tableau suivant montre l'évolution des effectifs de chacune des trois écoles au cours de leurs seize ans d'existence. Il est basé sur les nouvelles inscriptions enregistrées à chaque rentrée scolaire et confond donc les anciens élèves passés à la vie active et ceux qui étudient toujours, soit qu'ils terminent leurs études primaires, soit qu'ils aient entamé des études secondaires, voire supérieures (6).

En 16 ans, 1 397 enfants et jeunes gens sont passés par les écoles primaires catholiques. En ajoutant à ce chiffre 500 enfants environ pour l'école primaire officielle de Durum-Watergas (7) on obtient 1 900 scolarisés, anciens ou actuels, pour une population de 20 000 personnes. Si l'on considère que les jeunes de 6 à 28 ans représentent environ 40 % de la population totale, soit 8 000 personnes, on voit que les scolarisés constitueraient 23 % des gens de leur âge, un peu plus du cinquième.

Par ailleurs, parmi ces 1 397 inscrits, 490 fréquentaient toujours à la rentrée 1976-77 les écoles considérées (234 à Duvangar, 104 à Durum, 152 à Wazan).

(1) 60 000 habitants environ en 1978 et 40 km du pays mofu.

(2) J. F. VINCENT, 1975, « Le chef et la pluie ; contribution à l'étude du pouvoir politique », *Cahiers du L.A.221*, I, pp. 137-161.

(3) J. F. VINCENT, 1972, « Données sur le mariage et la situation de la femme mofu », *Cahiers O.R.S.T.O.M., série Sci. Hum.*, vol. IX, n° 3 : 309-323.

(4) C'est elle qui a ouvert les trois écoles primaires considérées. Celles de Durum et Wazan présentent un cycle incomplet — Section d'Initiation Linguistique, Cours préparatoire, Cours élémentaires 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> année. Seule, l'école de Duvangar a un cycle complet avec — outre la SIL, le CP et les CE 1 et 2 — les Cours moyens 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années. Elle prépare les élèves avancés au certificat d'études primaires élémentaires et à l'examen d'entrée en 6<sup>e</sup> dans le cycle secondaire.

L'école officielle de Durum-Watergas est, elle aussi, à cycle primaire complet et prépare aux mêmes examens.

(5) J. F. VINCENT, 1971, « Divination et possession chez les Mofu, montagnards du nord-Cameroun », *Journ. Soc. Afric.*, XL1, 1, pp. 71-132.

(6) Cf. *infra*, p. 311, tableau III.

(7) Cf. p. 305 n° 2.

TABLEAU I

Total des nouvelles inscriptions de 1961 à 1976

Année d'inscription	Age approxim. en 1976	GARÇONS (1)				FILLES (1)				TOTAL (1)			
		Duvan-gar	Durum	Wazan	Total	Duvan-gar	Durum	Wazan	Total	Duvan-gar	Durum	Wazan	Total
1961-62	22-23 ans	74	/	69	143	5	/	5	10	79	/	74	153
1962-63	20-23 ans	18	37	14	69	1	/	1	2	19	37	15	71
1963-64	19-21 ans	8	14	14	36	5	1	4	10	13	15	18	46
1964-65	18-19 ans	20	21	10	51	11	1	5	17	31	22	15	68
1965-66	17-18 ans	18	47	16	81	/	1	7	8	18	48	23	89
1966-67	16-17 ans	22	/	19	41	9	/	10	19	31	/	29	60
1967-68	15-16 ans	24	22	24	70	12	5	12	29	36	27	36	99
1968-69	14-15 ans	16	10	32	58	8	1	10	19	24	11	42	77
1969-70	13-14 ans	39	37	20	96	12	7	5	24	51	44	25	120
1970-71	12-13 ans	14	/	8	22	3	/	3	6	17	/	11	28
1971-72	11-12 ans	29	17	22	68	5	6	8	19	34	23	30	87
1972-73	10-11 ans	26	24	34	84	11	2	0	13	37	26	34	97
1973-74	9-10 ans	22	26	30	78	6	3	4	13	28	29	34	91
1974-75	8-9 ans	35	25	20	80	8	4	1	13	43	29	21	93
1975-76	7-8 ans	22	18	31	71	8	2	2	12	30	20	33	83
1976-77	6-7 ans	41	30	44	115	7	10	3	20	48	40	47	135
TOTAL.....		427	328	407	1163	111	43	80	234	538	371	487	1397

(1) Vivants en 1976.

En adjoignant à ces effectifs globaux 240 élèves environ pour Durum-Watargas, on obtient 730 enfants scolarisés en 1976-77, or une méthode de l'UNESCO (1) évalue à 20 % d'une population donnée le nombre de ses enfants scolarisables. Chez les 20 000 Mofu de ces massifs la population scolarisable se situerait donc autour de 4 000 jeunes dont les scolarisés effectifs ne constituaient en 1976 que 18 %. On obtient donc par cette méthode une proportion encore plus faible, correspondant cette fois à moins du cinquième des enfants concernés.

Une dernière méthode met en évidence la faiblesse du taux de scolarisation primaire parmi les enfants mofu de ces massifs. Elle s'appuie sur le rapport entre les effectifs scolarisés et la population totale par milliers d'habitants (2) ; les 730 scolarisés

mofu correspondent alors à un indice de 36,5 ‰ pour ces massifs alors que l'indice d'ensemble du Cameroun était de 158 ‰ en 1971-72 et de 58 ‰ pour toute la partie « Nord » (3).

La progression d'ensemble des inscriptions dans les écoles mofu a pourtant été continue sur 15 ans mais son rythme a été assez lent (cf. également la figure 2) :

- de 1961 à 1965 compris, 85 nouveaux inscrits en moyenne ;
- de 1966 à 1970 compris, 78 nouveaux inscrits par an, soit un léger fléchissement ;
- de 1971 à 1975 compris, reprise de la progression avec une moyenne de 90 inscrits ;
- mais en 1976, bond de 135 inscrits.

(1) Indiquée par Issa KHAYAR, sociologue C.N.R.S., qui a travaillé sur les problèmes d'éducation au Tchad (1976, *Le refus de l'école. Contribution à l'étude des problèmes de l'éducation chez les Musulmans du Ouaddai (Tchad)*, Paris, Maisonneuve, 140 p.).

(2) J. Y. MARTIN, 1978 : *Différenciation sociale et disparités régionales ; le développement de l'éducation au Cameroun*, doc. daetyl. UNESCO, Paris, 102 p. ; cf. p. 31.

(3) *Ibid.* Il est bien évident toutefois que les comparaisons faites ici simplifient les faits en laissant de côté l'ancienneté de la scolarisation. Celle du pays mofu a commencé en 1961 alors que la scolarisation des environs de Yaoundé date des années 1900-1910... Comme le remarque J. Y. MARTIN, l'évolution de chaque région est à mettre en relation avec son « handicap de départ » (J. Y. MARTIN, 1978, p. 36).

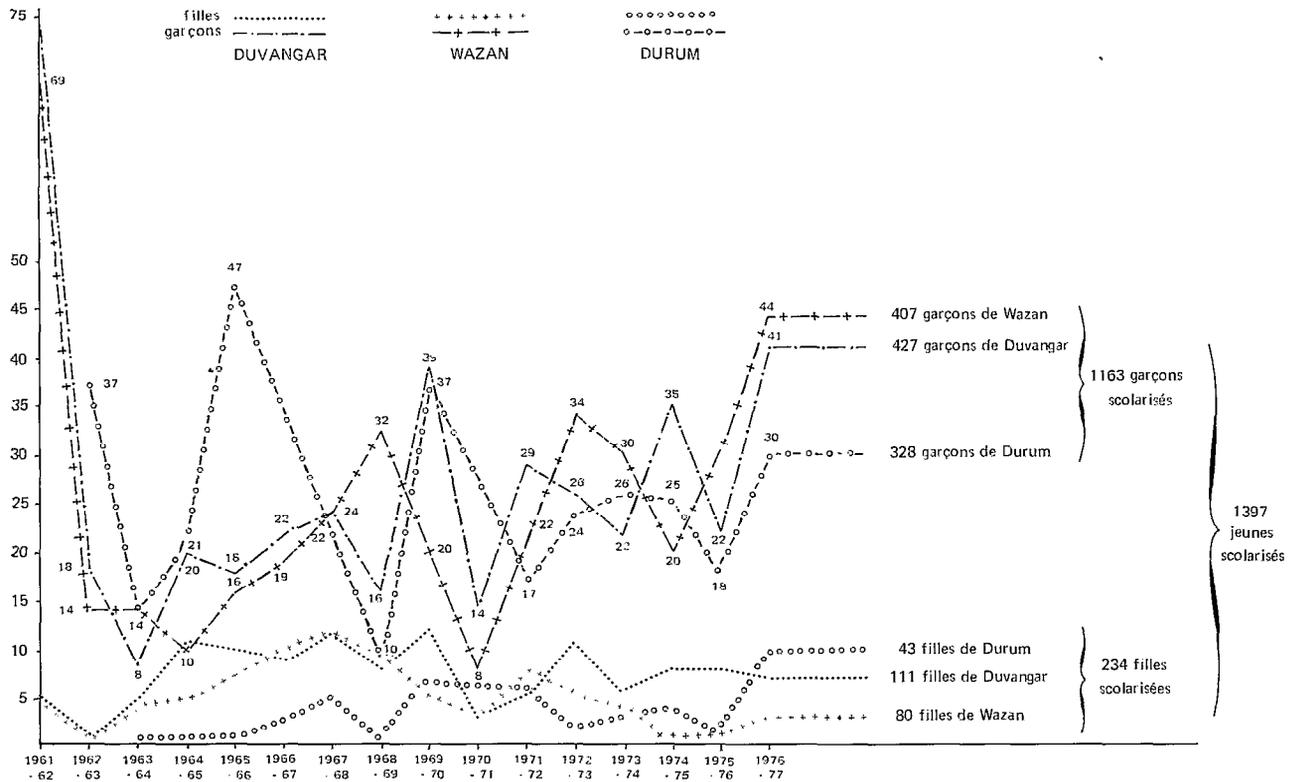


Fig. 2. — Nouvelles inscriptions de 1961 à 1976.

Tout semble se passer comme si depuis le début, les écoles avaient recruté davantage en fonction de la capacité de leurs locaux que de la demande des parents. Dans les premières années effectivement, les parents semblent s'être laissés convaincre d'envoyer leurs enfants à l'école sans faire une démarche véritablement personnelle. Toutefois, la situation commence à changer. Selon les maîtres de l'école officielle de Watergas « les parents envoient plus volontiers leurs enfants à l'école parce qu'à présent ils voient la réussite d'anciens élèves. Nous deux par exemple, nous sommes des enfants de cette montagne (1). D'autres sont gendarmes à Yaoundé. Les parents se disent : « l'école a servi ». Cette année 1976, nous n'avons eu aucune difficulté pour le recrutement, au contraire ! Il y a eu 117 enfants à la S.I.L. Il a même fallu renvoyer des parents avec leurs enfants ! » (2).

Les 1 397 élèves inscrits de 1961 à 1976 se répartissent en :

1 163 garçons soit 83 % des effectifs,  
234 filles soit 17 % des effectifs.

On peut exprimer différemment cette réalité en disant que pour 100 garçons on a compté 20 filles en moyenne parmi les 16 promotions des 3 écoles, ce qui nous permet de faire des comparaisons avec le reste du Cameroun. En effet, Y. MARGUERAT qui a étudié en 1969 la scolarisation primaire dans l'ensemble de la république a souligné les différences considérables d'attitudes devant la scolarisation des filles entre les régions du Cameroun (3) : le Centre-Sud et le Littoral envoient à l'école 89 à 85 filles pour 100 garçons (4) ; ils connaissent donc une scolarisation des filles très forte (5), tandis que le Nord, lui, n'envoie que 30 filles pour 100 garçons.

(1) De même, les maîtres des trois écoles catholiques sont en grande majorité originaires des montagnes où ils enseignent.

(2) Durum, 26-11-76.

(3) Y. MARGUERAT, 1969 : *Problèmes géographiques de l'enseignement au Cameroun*, Doc. mult. O.R.S.T.O.M., Yaoundé, S.H. n° 58, 32 cart. 5 tabl. 78 p.

(4) *Ibid.*, p. 4.

(5) Analogue à celle de la région de Brazzaville (Congo) en 1962 : cf. J. F. VINCENT, 1965 : « Les citadins africains et le problème de la scolarisation des filles à Bacongo-Brazzaville », in « L'enfant en milieu tropical », Dakar, n° 23, pp. 24-36.

Les Mofu, on le voit, manifestent encore plus de réticences que leurs voisins pour mettre leurs filles à l'école. Il est frappant par ailleurs de constater en lisant ce tableau que ces réticences semblent solides et n'ont subi qu'une évolution peu sensible :

— de 1961 à 1965, on n'a compté en moyenne que 9 filles inscrites par an (juste 10 % des nouveaux élèves) soit une proportion de 11 filles pour 100 garçons ;

— de 1966 à 1970, les filles ont été en moyenne 19 sur 78 (24 % des effectifs) ce qui, joint à la diminution des inscriptions, a fait monter leur proportion à 27 filles pour 100 garçons ;

— de 1971 à 1975, les filles ont été en moyenne 14 sur 90 inscrits (16 % des effectifs), soit une petite retombée à 24 filles pour 100 garçons (et... 17 filles pour 100 garçons en 1976) (1).

Notons à ce propos un fait qui paraît significatif : le chef de la montagne de Wazan, grand polygame (28 femmes en 1970), est favorable à la scolarisation puisque dans le registre matricule de l'école de Wazan, on relève le nom de 18 de ses enfants ; « il y envoie à peu près un de ses fils sur deux », estime Takawats, un de ses aînés (2). Toutefois, parmi ces 18 enfants figure une seule fille, envoyée à l'ouverture de l'école en 1961. Depuis, aucune autre fille du chef n'a été scolarisée.

Interrogés sur ce petit nombre de filles à l'école, les jeunes de Wazan ont répondu : « Les gens de la montagne pensent que l'école ne sert à rien pour une fille. Ils n'en voient aucune qui soit arrivée ainsi à avoir un travail. Ils s'imaginent donc qu'une fille ne peut pas arriver à avoir le certificat d'études. Et puis les filles elles-mêmes se découragent. En grandissant, elles voient que leurs camarades qui ne sont pas allées à l'école ont de beaux habits [parce qu'elles sont fiancées plus tôt], et elles n'ont plus envie de continuer » (3).

Un notable de Tsakidzebe, quant à lui, s'est exprimé nettement sur la présence des filles à l'école : « Ça ne vaut pas la peine d'envoyer les filles à l'école car elles ne comprennent pas comme les garçons. Pour s'instruire, il faut répéter encore et encore. Les filles n'ont pas le courage. Et puis même

si elles y arrivaient, elles ne penseraient plus à leurs parents. Les garçons, eux, mêmes devenus fonctionnaires, ne les oublieront pas ! » (4).

Il est intéressant de noter que les adolescents scolarisés considéraient eux aussi jusqu'à une époque récente que l'école était inutile pour les filles de leurs classes d'âge. « Quand on leur parlait de la scolarisation des filles, cela les faisait rire » (5). Les mêmes, parvenus à l'âge du mariage, commencent à changer d'avis. Traditionnellement les garçons mofu prennent femme très tôt, vers 18-19 ans, juste après être passés par l'initiation (6). Les enseignants, les fonctionnaires, les grands étudiants, encore célibataires à plus de 20 ans, souhaiteraient épouser une Mofu qui puisse les suivre dans leur carrière, donc une jeune fille passée par l'école... Ils constatent que les rares scolarisées sont déjà en mains et déplorent après coup qu'elles n'aient pas été plus nombreuses.

Par le biais de la scolarisation des filles on constate le dynamisme de Wazan, massif le moins important numériquement, qui envoie proportionnellement le plus d'enfants à l'école : il a eu 487 inscrits en tout contre 538 à Duvangar. Au contraire, l'école de Durum montre des effectifs peu importants — 371 jeunes — si l'on songe que le massif est deux fois plus peuplé que celui de Wazan : on peut expliquer ce fait d'abord par la présence de l'école concurrente de la plaine — offrant de plus un cycle complet — et aussi par le caractère plus méfiant des gens de Durum. Celui-ci explique aussi sans doute le faible pourcentage de filles : elles représentent 5 % des inscrits durant les sept premières années, 12 % ensuite, soit une moyenne de 12 %, soit encore 13 filles pour 100 garçons.

Au contraire l'école de Duvangar compte une proportion de 21 % de filles, soit 26 filles pour 100 garçons.

Celle de Wazan, après avoir connu la même proportion de 21 % durant les sept premières années, est tombée à 16 % ensuite. Sa moyenne générale s'établit à 20 filles pour 100 garçons.

(1) Au contraire, dans la région de Brazzaville de 1956 à 1962, en six ans seulement, on avait pu observer un revirement spectaculaire dans l'attitude des parents : les 34 filles pour 100 garçons de 1956 étant passées à 63 filles pour 100 garçons en 1962 (*ibid.*).

(2) Wazan, 19-11-76. De même, chez les Maba du Ouaddaï, pourtant faiblement scolarisés, Issa Khayar a observé le cas d'un chef de canton, père de 17 enfants, ayant envoyé à l'école 13 de ceux-ci (*Le refus de l'école...*, p. 105).

Sur le pourcentage exceptionnel de réussites scolaires parmi les fils du chef de Wazan, cf. *infra*, p. 311 n. 1 et p. 318 n. 1.

(3) Kalvom (26 ans), Takawats (18 ans), Arindo (20 ans), (Wazan, 19-11-76).

(4) Mezimavo (50 ans environ), (Tsakidzebe, 6-12-76).

(5) Directrice de l'école de Duvangar (14-11-76).

(6) Celle-ci a lieu tous les quatre ans, l'année de la fête du taureau ou *maray*. Les jeunes gens de chaque montagne, rassemblés en une promotion, vont danser et travailler chez le chef de leur montagne ; ils sont *mazgla*. Et autrefois, c'était seulement après leur temps de *mazgla* qu'ils étaient adultes et pouvaient prendre femme (cf. J. F. VINGENT, 1973 : « La fête du taureau, ou *maray*, chez les Mofu », *Les Kirdi du Nord-Cameroun*, ouvr. collect. sous la dir. de Y. SCHALLER, *Strasbourg*, 147 p. ; cf. pp. 48-51).

Parmi les 1 397 scolarisés, les sept premières promotions, comprenant des jeunes ayant en 1976 entre 16 et 28 ans, seront étudiées de préférence. Les deux dernières promotions ont été incluses afin d'obtenir un nombre suffisamment important

— 586 — bien que ces jeunes ne soient pas encore tout à fait adultes au sens traditionnel, ce qui risque de fausser certains résultats numériques concernant leur appartenance religieuse ou leur situation professionnelle.

TABLEAU II  
Inscriptions de 1961 à 1967

	GARÇONS				FILLES				TOTAL			
	Duvangar	Durum	Wazan	Total	Duvangar	Durum	Wazan	Total	Duvangar	Durum	Wazan	Total
1961-62 22-28 ans	74	/	69	143	5	/	5	10	79	/	74	153
1962-63 20-23 ans	18	37	14	69	1	/	1	2	19	37	15	71
1963-64 19-21 ans	8	14	14	36	5	1	4	10	13	15	18	46
1964-65 18-19 ans	20	21	10	51	11	1	5	17	31	22	15	68
1965-66 17-18 ans	18	47	16	81	/	1	7	8	18	48	23	89
1966-67 16-17 ans	22	/	19	41	9	/	10	19	31	/	29	60
1967-68 15-16 ans	24	22	24	70	12	5	12	29	36	27	36	99
TOTAL.....	184	141	166	491	43	8	44	95	227	149	210	586

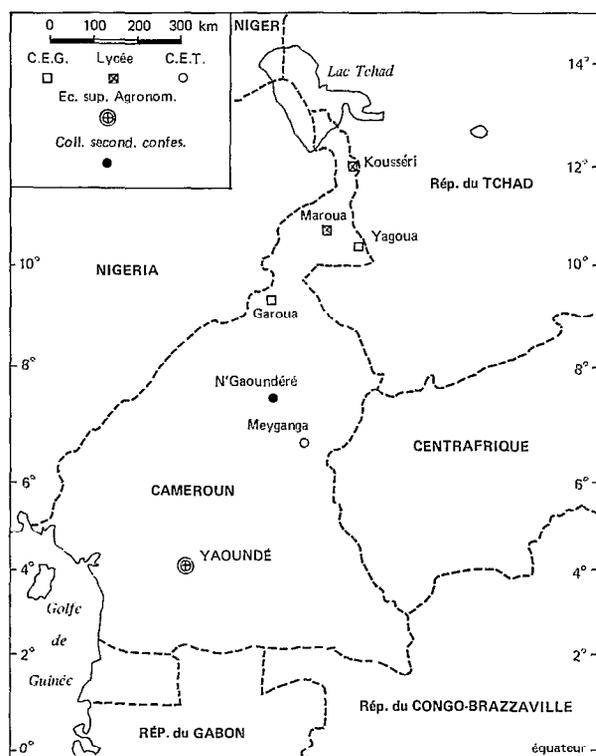


Fig. 3. — Établissements d'enseignement secondaire, technique et supérieur fréquentés par les Mofu.

Les registres d'inscription ne disent rien — on s'en doute — sur le sort de ces 586 élèves dont la plupart ont quitté l'enseignement primaire ; aussi a-t-il été fait appel à l'enquête orale. Sur chacun des trois massifs des groupes de travail avec d'anciens scolarisés des diverses promotions ont été constitués, ce qui a permis de reporter sur les registres d'inscription les résultats obtenus. Des questions ont été posées sur la situation de famille de chaque ancien élève — célibataire ou marié —, son lieu d'habitation en 1976, son métier ou son occupation, éventuellement son niveau d'études, enfin sa religion : attachement à la religion traditionnelle ou conversion à l'islam, au protestantisme ou au catholicisme.

## 2. Poursuite des études parmi les 15-16 ans et plus

Le tableau III montre que sur 586 scolarisés de l'école primaire 53 jeunes dont 2 filles continuent toujours des études. Ils constituent un pourcentage négligeable des filles — 2 % à peine — mais appréciable des garçons, 10 % de ceux qui sont allés à l'école.

Toutefois si l'on s'attache uniquement aux élèves du secondaire et du technique, négligeant les jeunes en stage de formation et les élèves âgés du primaire s'acharnant à l'obtention du certificat d'études ou de l'entrée en 6<sup>e</sup>, on obtient un pourcentage infiniment

TABLEAU III  
Mofu continuant leurs études parmi les 15-16 ans et plus

	Études primaires			Stages divers (jeunes adultes)	Études secondaires			Études Techniques	Études Supérieures	TOTAL
	Avant certificat d'études	Pour entrée en 6 <sup>e</sup>	Total		1 <sup>er</sup> cycle	2 <sup>e</sup> cycle	Total			
DUVANGAR....	3 (dont 2 filles)	1	4	7	2	/	2	3	/	16 (dont 2 filles)
DURUM.....	6	/	6	1	1	/	1	2	/	10
WAZAN.....	6	3	9	3	8	1	9	4	2	27
TOTAL.....	15 (dont 2 filles)	4	19	11	11	1	12	9	2	53 (dont 2 filles)

plus faible : 23 garçons sur 491 ont franchi la barrière de l'entrée dans le secondaire, soit moins de 5 % des scolarisés (1).

Par ailleurs, si l'on met à part les 19 élèves du primaire, qui habitent toujours en zone de montagne (sinon leur massif de naissance, au moins celui voisin de Duvangar), pour les 34 autres, études et stages

signifient départ de la montagne et résidence en des centres urbains divers, le plus souvent villes importantes, voire la capitale (2). Ils s'ajoutent donc à ceux qui, une fois leur scolarité terminée, ont quitté la montagne (cf. *infra*, tableau V : « l'émigration des garçons après leurs études primaires »).

TABLEAU IV  
Durée des études primaires chez les jeunes gens sortis définitivement de l'école (promotions 1961 à 1967)

Durée des études		GARÇONS				FILLES				TOTAL			
		Duvangar	Durum	Wazan	Total	Duvangar	Durum	Wazan	Total	Duvangar	Durum	Wazan	Total
Scolarité tronquée	1 an....	14	18	42	74	2	/	19	21	16	18	61	95
	2 ans....	28	18	30	76	3	1	10	14	31	19	40	90
	3 ans....	27	29	21	77	9	5	6	20	36	34	27	97
	4 ans....	19	25	8	52	5	1	2	8	24	26	10	60
Scolarité normale	5 ans....	12	8	6	26	7	1	2	10	19	9	8	36
	6 ans....	10	11	5	26	1	/	1	2	11	11	6	28
Scolarité trop longue	7 ans....	11	8	6	25	4	/	2	6	15	8	8	31
	8 ans....	20	10	3	33	8	/	2	10	28	10	5	43
	9 ans....	11	3	7	21	/	/	/	/	11	3	7	21
	10 ans....	9	1	5	15	1	/	/	1	10	1	5	16
Scolarité aberrante	11 ans....	4	/	2	6	1	/	/	1	5	/	2	7
	12 ans....	2	/	/	2	/	/	/	/	2	/	1	2
	13 ans....	1	/	1	2	/	/	/	/	1	/	1	2
	14 ans....	/	/	2	2	/	/	/	/	/	/	2	2
TOTAL.....		168	131	138	437	41	8	44	93	209	139	182	530
Non précisé.....		2	/	1	3	/	/	/	/	2	/	1	3

(1) Notons que parmi ces 23 jeunes figurent 6 fils du chef de Wazan (1 étudiant, 5 collégiens et lycéens) mais aucun des fils des chefs de Durum et de Duvangar. Si l'on considère uniquement l'ensemble des 13 premiers fils du chef de Wazan (âgés de 13 à 28 ans) on trouve cette fois une proportion de 46 % de scolarisés à l'intérieur de ce groupe privilégié, qui représente à lui seul 26 % des lycéens et étudiants mofu... (Marc TLAMATANA, Yaoundé, 14-12-76).

(2) Cf. carte de localisation des établissements scolaires fréquentés par les Mofu après la scolarisation primaire.

### 3. Durée de la scolarité primaire

Il a été possible d'établir la durée du séjour à l'école des anciens élèves grâce aux registres d'inscription ; ils mentionnent en effet la date de sortie de chacun à côté de celle de son entrée ; ils spécifient aussi le niveau scolaire de l'élève au moment de son départ : S.I.L. (section d'initiation linguistique), C.P., C.E.<sub>1</sub> ou <sub>2</sub>, C.M.<sub>1</sub> ou <sub>2</sub>. Il aurait donc été possible de se livrer à une étude du retard scolaire et de sa liaison éventuelle avec le départ de l'écolier mais celle-ci reste à faire. On s'est contenté de calculer le nombre d'années passées à l'école par chaque jeune sans faire intervenir son niveau de sortie. Le tableau IV rassemble ces chiffres en classant les anciens écoliers d'après la durée de leurs études.

La scolarité primaire normale est au Cameroun de 6 ans (1 an pour la S.I.L., 1 an pour le C.P., 2 ans pour le C.E. et 2 ans pour le C.M.) à l'issue desquels l'élève devrait être apte à obtenir le certificat de fin d'études primaires (1). Notons par ailleurs que cette scolarisation primaire n'est pas obligatoire et que l'enfant qui a commencé une scolarité n'est pas tenu d'aller jusqu'au bout.

En fait, on remarque immédiatement en lisant le tableau IV qu'une faible proportion des scolarisés a eu la persévérance nécessaire pour atteindre ces 6 années et au-delà : 152 sur 530, soit 28 %, à peine plus du quart des effectifs. Par ailleurs on note parmi eux une proportion non négligeable d'élèves ayant passé un nombre d'années anormalement long, voire aberrant, sur les bancs de l'école primaire. 93 — 18 % — y ont passé entre 8 et 14 ans. Cette durée suppose plusieurs redoublements ; elle montre aussi le caractère inadéquat de cet enseignement qui, à part la première année d'initiation, est toujours donné en français, langue que ne parlent jamais les écoliers en dehors des heures de classe.

Notons enfin que la durée « normale » ou « longue » ne correspond pas forcément à des études terminées. Parmi les 152 scolarisés ayant passé au moins 6 ans à l'école certains sont sortis sans avoir dépassé le niveau du C.E. 2, atteint « normalement » au bout de 4 ans.

Au lieu d'avoir une progression de la durée de la scolarité commençant à partir de 6 ans, on observe une forte proportion de passages ultra-courts par l'école, les abandons commençant dès la fin de la première année ; 282 anciens élèves sur 533, plus de la moitié (53 %), n'y ont passé que 1, 2 ou 3 ans, c'est-à-dire un temps insuffisant pour obtenir un véritable bagage scolaire : tout juste un peu de pratique du français parlé, quelques opérations de

calcul simple, mais ni la maîtrise de la lecture ni celle de l'écriture.

Si l'on adjoint à ces 282 jeunes les 60 qui n'y ont passé que 4 ans, on arrive à 342 jeunes. Ainsi, 65 % de l'ensemble des anciens scolarisés n'a passé que 1 à 4 ans à l'école. Il s'agit donc d'une « scolarité » nettement insuffisante pour pouvoir accéder aux nouvelles connaissances désirées. Ces jeunes ont « été à l'école » mais ils n'ont pas vraiment été scolarisés. Il s'agit d'une scolarité tronquée.

Ces 65 % de jeunes ayant passé de 1 à 4 ans à l'école se divisent en 64 % de garçons et 68 % de filles. Le comportement des uns et des autres est donc sensiblement le même. Un découragement, sensible dès la première année, pousse la même proportion de garçons et de filles à abandonner assez vite.

Le tableau IV nous permet aussi de calculer la durée de la scolarité moyenne. Ces 530 anciens écoliers représentent un total de 2 219 années, soit une scolarité moyenne de 418 années.

Cette fois l'écart apparaît un peu plus marqué entre garçons et filles, la durée moyenne étant de :

4,26 années pour les garçons,  
3,72 années pour les filles.

Si maintenant on compare la durée de cette scolarité massif par massif on obtient des différences significatives :

- à Duvangar, la durée moyenne des études est de 5,08 années  
(remarquablement identique pour les garçons : 5,08  
et pour les filles : 5,09)
- à Durum, elle est de 3,92 années  
soit pour les garçons 3,96 années  
et pour les filles 3,87 années ; là encore la  
durée des études est presque la même.
- à Wazan, elle est de 3,35 années  
soit pour les garçons 3,83 années  
et pour les filles 2,52 années.

Cette fois, il existe une nette disparité entre garçons et filles de Wazan, les filles manifestant une tendance marquée à rester fort peu à l'école. Il y a donc contraste entre leur nombre relativement important et le peu de durée de leur passage.

### 4. L'émigration des jeunes gens après leur sortie de l'école

Quel est le sort aujourd'hui de ces anciens scolarisés et d'abord où habitent-ils ? Le tableau V synthétise des informations recueillies pour les jeunes hommes en distinguant ceux qui sont restés en zone de montagne (sur leur massif de naissance ou un massif

(1) Cf. *infra*, p. 318.

TABLEAU V  
L'émigration des garçons après leurs études (1)

	Restés en montagne			ÉMIGRÉS														Non précisé	TOTAL
				NORD						Centre	SUD				Non précisé	Total			
	Massif de naissance	Autre	Total	Plaines voisines	Centres second	Maroua	Garoua	divers	Total		Yaoundé	Daoula	divers	Total					
DUVANGAR.....	82	1	83	5	5	57	5	6	78	6	6	3	5	14	1	99	2	184	
DURUM.....	100	3	103	9	1	12	9	1	32	2	3	/	1	4	/	38	/	141	
WAZAN.....	76	15	91	13	6	21	13	3	56	6	8	/	1	9	/	71	4	166	
TOTAL.....	258	19	277	27	12	90	27	10	166	14	17	3	7	27	1	208	6	491	

(1) Cf. carte des lieux d'émigration des Mofu scolarisés.

voisin) de ceux qui ont émigré. On verra que ce tableau s'intéresse à l'ensemble des sept promotions, soit 491 jeunes hommes, y compris ceux qui poursuivent des études, celles-ci obligeant les jeunes, on l'a vu, à une émigration temporaire, préluant presque toujours à une émigration définitive.

Sur 485 jeunes gens passés par l'école primaire 277 sont restés en zone de montagne, 208 ont émigré.

Voyons d'abord ceux qui ont opté pour la montagne et qui représentent plus de la moitié des anciens élèves : 57 % des effectifs.

Ce chiffre représente d'importantes variations suivant les massifs :

- à Durum, 103 jeunes sur 141 habitent toujours en montagne, soit 73 % des effectifs, une très forte proportion donc ;
- à Wazan, on trouve 91 jeunes en montagne sur 166 anciens élèves, soit 56 % des effectifs ;
- à Duvangar enfin, les montagnards sont 83 sur 184 anciens élèves, soit 46 % de l'ensemble donc moins de la moitié.

Ainsi les jeunes du massif de Duvangar restent moins au pays en moyenne que ceux de Wazan et surtout ceux de Durum. Divers facteurs contribuent sans doute à expliquer ce fait. Géographiquement les habitants de Duvangar, sont les plus proches de la ville de Maroua, à laquelle ils sont mieux reliés par une route directe praticable en toutes saisons. Par ailleurs, le chef traditionnel du massif (de surcroît chef de canton dans l'administration camerounaise) exerce une attitude très contraignante vis-à-vis des jeunes, les taxant de lourdes amendes

pour des peccadilles. Les jeunes ont le choix entre se soumettre et payer ou émigrer. Il semble que la rébellion par la fuite soit plus forte chez les anciens scolarisés (2).

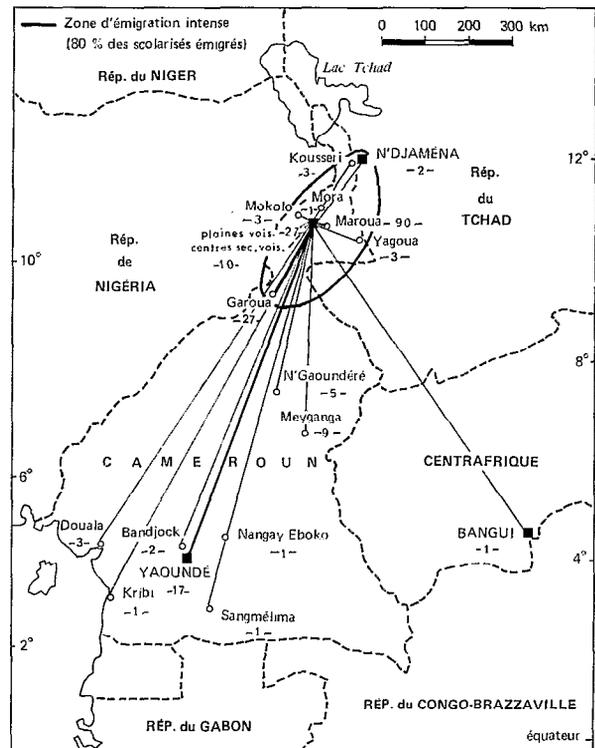


Fig. 4. — Lieux d'émigration des Mofu scolarisés.

(2) Jean DINEH (Wazan, 11-12-76).

L'émigration concerne 43 % des anciens élèves. Cette proportion est forte et elle l'est encore plus si l'on considère seulement le sort des plus âgés de ces jeunes gens, les 212 ayant appartenu aux deux premières promotions et qui avaient en 1976 entre 22 et 28 ans. Parmi eux, on compte 111 émigrés soit 52 % des scolarisés (1).

A lui seul, le massif de Duvangar compte 48 % des émigrés (99 sur 208), cependant que Wazan en compte 34 %, et Durum 18 % seulement.

Où habitent aujourd'hui ces jeunes Mofu ? Le Nord, ainsi qu'il est normal, en attire la grande majorité : 166 sur 208, soit 80 %. Dans le Nord, Maroua, la grande ville toute proche, a été choisie

par 43 % des émigrés (90 sur 208), Garoua en attirant 13 %. On notera qu'aucun Mofu ne s'est fixé dans l'ouest, cependant qu'une proportion non négligeable est allée jusque dans le lointain Sud (Yaoundé est à 1 500 km du pays mofu) : 27 sur 208, soit 13 % des émigrés (8 % pour le seul Yaoundé), L'ensemble du Centre, plus proche pourtant, n'en compte que 14 (7 %) — 9 pour Meyganga, 5 pour Ngaoundéré — qui, en majorité sont des élèves du secondaire y poursuivant leurs études (10 sur 14).

Les filles scolarisées manifestent, elles, un plus fort attachement pour leurs montagnes. Le tableau VI montre où elles habitent aujourd'hui.

TABLEAU VI  
L'émigration des filles après leurs études

	Restées en montagne			ÉMIGRÉES							TOTAL	Non précisé	
	Célibataires	Mariées	TOTAL	NORD						Autre			
				Plaines voisines	Centres	Maroua	Garoua	Autres	Total				
DUVANGAR....	10	26	36	/	3	3	/	/	/	6	/	42	1
DURUM.....	1	7	8	/	/	/	/	/	/	/	/	8	/
WAZAN.....	6	26	32	1	4	6	1	/	/	12	/	44	/
Total.....	17	59	76	1	7	9	1	/	/	18	/	94	1

Ce tableau VI ne fait pas de distinction entre les jeunes filles restées sur leur massif et les autres. En effet le mariage mofu étant viri-local, les femmes sont beaucoup plus mobiles que les hommes : les trois massifs de Duvangar, Durum et Wazan constituant un même ensemble endogame, près d'une femme sur deux quitte à son mariage son massif pour rejoindre un mari originaire généralement de l'un ou l'autre des massifs voisins (2). Une distinction entre les femmes restées sur leur massif et les autres n'aurait donc pas eu de sens.

Il a paru plus intéressant de dénombrer seulement célibataires et mariées. Cette distinction ne concerne que les jeunes filles et femmes restées en montagne ; parmi les émigrées, en effet, aucune n'était encore célibataire. Sur 94 jeunes femmes de 16 à 26 ans on trouve 77 mariées, soit 82 %, et tout de même 17

célibataires, soit 18 %, une proportion non négligeable, confirmant le caractère relativement tardif du mariage chez les filles mofu. Parmi ces 94 jeunes filles et jeunes femmes, 76 sont restées en montagne, soit 81 %. Cette proportion, on le voit, est nettement plus forte que chez les jeunes gens scolarisés. Là aussi, on observe des différences de comportement par massif :

— à Durum, aucune des 8 scolarisées n'a quitté la montagne, d'où une proportion de 100 % de montagnardes ;

— à Duvangar, 36 sur 42 sont toujours en montagne, soit 86 % des effectifs ;

— à Wazan, par contre, cette proportion est plus faible : 32 sur 44, soit 73 %. On voit que le comportement des filles n'est pas superposable à celui des garçons puisqu'au contraire les jeunes gens de Wazan étaient plus nombreux que ceux de Duvangar à avoir choisi l'habitat en montagne.

(1) Notons qu'en 1973 on pouvait relever pour les mêmes promotions 41 % seulement d'émigrés : le phénomène s'est donc accentué en trois ans (\* Scolarisation, émigration, conversion... », p. 10).

(2) Cf. J. F. VINCENT, 1972 : « Données sur le mariage... », p. 314. Sur 334 femmes mariées à Duvangar et Wazan, 144 (43 %) étaient « étrangères » à la « montagne » de leur mari.

L'émigration est pour les jeunes scolarisées un phénomène peu marqué ne concernant que 19 % d'entre elles. Il apparaît aussi comme nettement lié au mariage. C'est à Wazan qu'il se manifeste le plus, 67 % des émigrées provenant de ce massif.

A la différence des garçons, l'éventail des lieux d'émigration est peu ouvert : 100 % des émigrées sont encore dans le Nord-Cameroun, 50 % à Maroua, 39 % dans les centres secondaires.

Si l'on considère à présent l'ensemble des jeunes gens passés par l'école on trouve sur 579 cas connus 353 jeunes habitant toujours en zone de montagne, soit 61 % des scolarisés, une proportion qui, à première vue, semble forte. Les émigrés, eux, sont 226 sur 579, soit 39 % parmi les anciens élèves, une proportion qui, corrélativement, n'est pas écrasante. Alors, faut-il vraiment lier, comme on le fait souvent, émigration et scolarisation ? Et d'abord qu'en pensent les montagnards eux-mêmes ?

Sans doute certains voient une relation entre les deux phénomènes : selon de jeunes informateurs de Durum « les vieux disent que l'école empêche les enfants de s'adapter à la montagne et qu'elle les arrache à la montagne » (1). D'autres informateurs nuancent leur opinion. A la question « Celui qui est allé à l'école risque-t-il de quitter la montagne ? » Nukokwo 30 ans, fils aîné du chef de Wazan, a répondu « De qui s'agit-il ? de ceux qui ont fait de longues ou de courtes études ? Ceux qui ont fait des longues études ne peuvent plus rester sur la montagne. Quant à ceux qui ne sont restés qu'un ou deux ans à l'école, beaucoup ont quitté la mon-

fagne mais aussi... parmi ceux qui ne sont jamais allés à l'école il y a en qui partent. C'est la vie moderne (*membedey ma bla*, « le changement du monde ») qui fait ça... » (2).

Si l'on en croit cet informateur, l'émigration touche de toutes façons les jeunes montagnards, qu'ils aient été scolarisés ou non. Et les études n'entraînent nécessairement l'émigration que lorsqu'elles sont poussées et qu'elles aboutissent à une véritable spécialisation.

Il faut aussi préciser quel genre d'émigration pratiquent les jeunes Mofu : temporaire ou définitive ? Pour ceux qui ont fait de longues études l'émigration est définitive. Par contre chez les jeunes qui n'ont été que peu ou pas scolarisés on rencontre une émigration temporaire pour le travail. Ainsi que me l'ont dit à Garoua des Mofu émigrés « la plupart des jeunes Mofu qui sont ici ne sont pas passés par l'école. Ils sont le plus souvent célibataires et viennent pour un temps, avec l'idée de revenir plus tard sur la montagne » (3).

Il semble donc que l'on puisse considérer que la scolarisation ne débouche sur l'émigration définitive que pour les titulaires de diplômes d'études élevés. Pour les autres, comme pour les jeunes qui ne sont pas allés à l'école, l'émigration est souvent temporaire, résultant de contraintes économiques qui poussent les habitants de ces massifs surpeuplés vers les villes où, pensent-ils, ils auront une meilleure vie. Ces oscillations entre ville et montagne apparaîtront mieux lors de l'examen des métiers et occupations des jeunes scolarisés.

TABLEAU VII

Métiers et occupations des Mofu sortis de l'école

	Agriculteurs			Métiers non traditionnels							TOTAL	Chômeurs prison	Émigrés sans précis.	Non précisé	TOTAL
	Montagne	Plaine	Total	Com- merçants	Bouchers	Artisans divers	Employés de maison	Salariés divers	Maîtres infirm. foncti.	Total					
DUVANGAR.....	75	4	79	6	1	1	27	18	8	61	140	23	5	2	170
DURUM.....	101	7	108	2	/	2	6	6	1	17	125	3	3	/	131
WAZAN.....	74	12	86	6	8	3	8	6	10	41	127	8	/	4	139
TOTAL.....	250	23	273	14	9	6	41	30	19	119	392	34	8	6	440

(1) Durum, 15-11-76.

(2) Wazan, 19-11-76.

(3) Vagay (Garoua, 22-11-76).

## 5. Métiers et occupations des jeunes Mofu sortis de l'école

Le tableau VII montre quel travail font aujourd'hui les jeunes gens entrés dans la vie active après leur scolarité.

On voit sur ce tableau VII que le métier traditionnel, celui d'agriculteur, reste le plus pratiqué : sur 426 jeunes connus, 273, soit 64 %, vivent toujours de la terre (1), 250 (59 %) étant agriculteurs de montagne, 23, soit 8 % des agriculteurs, ayant quitté la montagne pour la plaine, soit la plaine de Maroua, soit même celle de Garoua plus lointaine (200 km des montagnes mofu) où des casiers agricoles ont été récemment créés.

Là aussi ce chiffre moyen recouvre des différences marquées entre les trois massifs :

— à Durum,	108 des 128 scolarisés connus sont agriculteurs,	soit 84 % ;
— à Wazan,	86 des 135 scolarisés connus sont agriculteurs,	soit 63 % ;
— à Duvangar,	79 des 163 scolarisés connus sont agriculteurs,	soit 48 %.

Quelle est l'attitude des anciens scolarisés vis-à-vis du métier de paysan ? Quelle sorte de paysan sont-ils ? Moins ou plus dynamiques que les jeunes qui ne sont jamais allés à l'école ? J'avais tenté de répondre quantitativement à ces questions en faisant attribuer par leurs camarades aux jeunes agriculteurs anciens scolarisés, l'un des trois qualificatifs : « bon », « moyen » ou « médiocre »... Les controverses très vives qui s'élevèrent parmi les informateurs au moment du choix montrèrent la subjectivité de ces distinctions qui ne seront donc pas traduites en tableau. Toutefois il peut être intéressant de citer certaines opinions émises sur les relations entre scolarisation et métier de paysan.

Selon les jeunes informateurs, le passage par l'école entraîne souvent un dégoût pour le métier de paysan. De plus, il donne aux scolarisés revenus à la terre un sérieux retard au point de vue pratique : « L'école ne forme pas du tout les écoliers au travail des champs ! On n'a rien appris concernant la terre aux élèves. Aussi l'écolier ne pense qu'à trouver une place dans un bureau. S'il n'arrive pas à trouver

cette place ou si on le renvoie, il va se retrouver dans les champs et là, il lui sera très difficile de dépasser un villageois. Celui-là a appris son métier de cultivateur avec son père depuis longtemps. Il sait depuis longtemps comment s'y prendre ! » (2). Par ailleurs, le rythme de travail des scolarisés devenus paysans serait, aux dires d'un informateur, beaucoup moins intensif : « Les jeunes de la montagne sont de bons travailleurs ! Ils cultivent presque toute la journée, se levant très tôt et revenant seulement très tard dans la nuit. Tandis que nous qui sommes passés par l'école, nous avons souvent nos champs dans la plaine (3), et nous nous réveillons seulement vers 8 h ; nous nous arrêtons entre midi et 4 heures : nous travaillons juste pour nous entretenir... » (4). Pour tempérer ce jugement pessimiste, citons un groupe de jeunes vivant et cultivant toujours en montagne : « Ceux qui sont allés à l'école et qui font le métier de paysan sont souvent plus dynamiques. Cette année, les moniteurs agricoles (de l'administration) ont sélectionné dans notre quartier cinq bons agriculteurs : là-dessus, il y avait trois scolarisés. Or nous, les scolarisés de 25 ans, nous représentons à peu près le septième des jeunes de notre âge » (5).

Les responsables de l'enseignement catholique au Nord-Cameroun semblent conscients de ce problème du déracinement culturel des scolarisés, aussi ont-ils tenté une expérience de formation agricole professionnelle de ces jeunes en créant pour eux, près de Poli (à 300 km au sud des montagnes mofu) à Figolé, une école agricole. 11 jeunes de Durum sont allés s'y spécialiser durant un an. « Parmi eux, tous ne sont pas revenus transformés en très bons agriculteurs, un seulement l'est devenu mais, à leur retour, ils ont montré qu'on pouvait rester en montagne et vivre mieux » (6). Les jardins d'oignons, la culture attelée commencent à se répandre parmi les jeunes mais ils ne se pratiquent qu'en plaine, or la plupart des jeunes de ces massifs continuent à habiter et cultiver la montagne. « L'idéal serait de trouver un moyen d'être un agriculteur dynamique en montagne » (6). Mais comment répondre à cette demande ? C'est poser là le problème du développement des monts Mandara qui excède largement notre propos (7).

(1) En 1973, cette proportion était beaucoup plus forte puisque 335 anciens scolarisés sur 415 vivaient de la terre, soit 80 % (« Scolarisation... », p. 18). Le vieillissement des scolarisés s'est donc accompagné d'un net abandon du travail agricole.

(2) Maîtres de Durum, 26-11-76.

(3) De même, à Hodogway, chez les Uldeme, les scolarisés habitent de préférence la zone de piémont (A. HALLAIRE, *rens. oral*).

(4) Jean DIHEM (Duvangar, 11-12-76).

(5) Durum, 15-11-76.

(6) Jeunes de Durum, 15-11-76.

(7) On se reportera avec profit à l'article d'A. HALLAIRE, géographe O.R.S.T.O.M., qui a essayé de proposer des solutions à ce problème : 1976, « Problèmes de développement au nord des Monts Mandara », *Cah. O.R.S.T.O.M., sér. Sc. Hum.*, vol. XII, n° 1 : 3-22.

119 des 425 scolarisés exercent un métier sans rapport avec la terre, soit 28 % (ce pourcentage moyen se décomposant en 37 % à Duvangar, 13 % à Durum, 30 % à Wazan). L'éventail des métiers pratiqués montre qu'une minorité seulement doit son métier à la formation scolaire reçue : d'une part les 18 maîtres, infirmiers, fonctionnaires, soit 15 % de ces non-paysans auxquels il faut adjoindre une partie des salariés : les salariés d'industrie. On peut compter que 1 de ces jeunes sur 5 seulement doit son métier à l'école. Les autres, de loin les plus nombreux, se « débrouillent », depuis les manœuvres (tireurs de pousse-pousse, employés de moulin à mil, ouvriers agricoles) et les employés de maison (boys, blanchisseurs, etc., représentant une catégorie importante : 41 sur 119, soit 34 %) jusqu'aux artisans indépendants, bouchers (métier proportionnellement très pratiqué par les Mofu) et surtout commerçants (12 % des titulaires de métiers), modestes le plus souvent (1). En parlant avec les émigrés de leurs petits métiers (2) on retire l'impression d'une vie besogneuse, sans réussite sociale marquante, sauf pour quelques rares commerçants et bouchers.

Notons que les tableaux V et VII, quoique présentant des chiffres très proches, ne se recouvrent qu'en partie. En effet, les « restés en montagne » du tableau V ne sont pas tous des agriculteurs : il y a parmi eux quelques salariés, surtout employés par la Mission catholique : enseignants, infirmiers, ouvriers qualifiés. D'autre part les agriculteurs du tableau VII ne sont pas tous restés sur leurs montagnes : près de 10 % d'entre eux habitent aujourd'hui en plaine ou, en de rares cas, sur d'autres montagnes.

Nous reviendrons plus loin sur ces métiers des Mofu scolarisés à propos des reçus au certificat d'études et des conversions aux religions monothéistes (3).

On remarque sur ce tableau VII le nombre relativement élevé de chômeurs et emprisonnés : 34, soit 8 % des scolarisés, représentant ce qu'on

peut appeler le « déchet de l'école ». Ces « vagabonds », ces « bons à rien » ainsi que les qualifient avec mépris leurs anciens camarades de classes apparaissent le plus souvent comme des déracinés définitifs, ne parvenant ni à s'adapter à la ville, ni à rester en montagne. Suivant les saisons, ils vont d'un habitat à l'autre (4), vivant aux crochets d'amis citadins et revenant en montagne en période d'abondance, juste après les récoltes, afin de profiter du travail de leurs parents car ils se refusent à avoir leurs propres champs.

## 6. Les reçus au certificat d'études

En 1966, cinq ans après leur ouverture, les écoles avaient leur premier certifié, un garçon de Duvangar, suivi l'année d'après de 4 autres (3 de Wazan, 1 de Duvangar ; Durum, lui eut ses 2 premiers certifiés en 1969).

En 1976, on comptait 95 titulaires du C.E.P.E., dont une fille, de Duvangar, reçue en 1976 (parmi lesquels 9 seulement — dont 7 de Wazan — ont obtenu ensuite le B.E.P.C., puis le baccalauréat) (5).

Le prestige du C.E.P.E. reste grand, cet examen représentant encore pour la plupart de ceux qui le briguent l'accès aux « concours », de l'administration, de l'armée, de spécialisations diverses...

Certains devins-guérisseurs, *mbidla*, se sont adaptés avec adresse au nouveau venu. Ils ont fait sa place au C.E.P.E. à côté du mil, du serpent et des divers ancêtres (6) et savent répondre aux jeunes consultants qui veulent savoir s'ils seront reçus ou non. « Ils leur disent : 'oui, tu vas réussir si tu fais tel sacrifice !'. L'élève rentre chez lui et oblige ses parents à faire le sacrifice : il est sûr d'avoir le C.E.P.E., alors il ne se donne pas de peine, il travaille mal et... il rate son certificat » (7).

Parmi les 95 reçus, on compte :

40 originaires de Duvangar (dont 1 fille)  
11 originaires de Durum.  
44 originaires de Wazan.

(1) Trois cas avaient été rencontrés d'agriculteurs-commerçants, formule originale s'expliquant par les carences de l'infrastructure commerciale, inexistante en dehors d'un petit marché hebdomadaire sur chaque massif. Toutefois ces 3 jeunes ont été comptés comme agriculteurs, le commerce n'étant pour eux qu'un appoint.

(2) Garoua, 22-11-76.

(3) Cf. *infra*, pp. 319 et 324.

(4) Ceci a posé certains problèmes pour l'établissement du tableau V : « L'émigration des garçons après leurs études ». Suivant l'endroit où ils se trouvaient en novembre 76 ils ont été comptés comme vivant en montagne ou émigrés.

(5) Le nombre de bacheliers camerounais ne cesse pourtant de croître, ainsi que le note J. Y. MARTIN : de 81 bacheliers 2<sup>e</sup> partie en 1960, le Cameroun est passé en 1971 à 870 bacheliers complets (J. Y. MARTIN, 1975 : « Inégalités régionales et inégalités sociales : l'enseignement secondaire au Cameroun septentrional », *Rev. fran. sociol.* XVI, 1975, 317-334, cf. p. 317).

(6) Sur la divination et ses techniques, cf. J. F. VINCENT, 1971 : « Divination et possession... » *op. cit.*

(7) Jean ДИЕМ (Duvangar, 22-8-73).

TABLEAU VIII  
Durée des études pour l'obtention du certificat (C.E.P.E.)

Durée Lieu naissance	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans	11 ans	12 ans et +	TOTAL	Non précisé
DUVANGAR.....	1	1	8	10	8	5	1	3	37	3
DURUM.....	/	1	3	3	4	/	/	/	11	/
WAZAN.....	1	3	10	8	15	4	3	/	44	/
TOTAL.....	2	5	21	21	27	9 (dont 1 fille)	4	3	92	3

(on notera que Wazan malgré son éloignement géographique et sa moins grande importance numérique possède 46 % des reçus (1) contre 42 % à Duvangar et 12 % à Durum).

Il est intéressant de calculer l'investissement en temps représenté par l'obtention du C.E.P.E.

Le temps prévu pour obtenir le certificat de fin d'études primaires est de 6 ans. On notera sur le tableau VIII que si deux élèves ont réussi à raccourcir ce temps à 5 ans, 5 seulement sur 92 ont eu leur C.E.P.E. dans le temps « normal » de 6 ans ; on ne trouve en tout parmi les certifiés mofu que 7 bons élèves, représentant seulement 8 % de l'ensemble.

Quant au reste des certifiés :

21, soit 23 %, ont mis 7 ans pour obtenir leur C.E.P.E.

21, soit 23 %, ont mis 8 ans

27, soit 30 %, ont mis 9 ans,

(et c'est pour cette durée de 9 ans que l'on trouve le plus grand nombre de certifiés).

Les trois quarts des certifiés l'ont donc été au bout de 7 à 9 ans. L'investissement moyen en temps représente pour ces 92 certifiés un peu plus de 8 années (8,34). C'est à Duvangar qu'il est le plus important (8,54), à Durum qu'il est le plus faible (7,90), Wazan se situant entre les deux (8,29).

On remarquera que la seule fille parmi ces 95 certifiés a fait un score de 10 ans.

Il est trop tôt pour dire le pourcentage définitif des certifiés parmi les scolarisés. Les 95 certifiés appartenant aux 9 premières promotions qui ont compté 783 élèves, les chiffres bruts disent qu'en 1976 ils représentaient 12 % de ces scolarisés (14 % des garçons). Toutefois il est probable que dans les années à venir ce pourcentage s'élèvera, car divers

acharnés sont en train de redoubler et il y aura des reçus parmi eux.

Si l'on se limite aux quatre premières promotions qui ont fait leur plein de certifiés, on trouve 60 certifiés sur 299 garçons scolarisés, soit un pourcentage de 20 % (18 %, si l'on considère l'ensemble des garçons et filles). Sur 5 garçons scolarisés, 1 seulement est sorti de l'école avec le C.E.P.E. Ce chiffre peut paraître faible et l'est en effet. Cependant si l'on considère les résultats mofu avec ceux d'autres régions du Cameroun, il devient presque brillant. En effet, avec un « taux de promotion » de 200 certifiés pour 1000 scolarisés les écoles mofu se situent juste après les régions très anciennement scolarisées du « Centre-Sud » (243 ‰) et au-dessus du taux d'ensemble pour le Cameroun (173 ‰) (2). Elles ont enfin un taux presque deux fois supérieur à celui de l'ensemble du Nord (105 ‰) (2).

\*  
\* \*

Que font aujourd'hui les certifiés mofu ? Le tableau IX rassemble les données concernant non seulement les 95 certifiés des écoles catholiques mais aussi 35 certifiés de l'école officielle de Durum-Watargas (3) parmi lesquels on compte une fille. L'éventail des métiers et occupations concerne ainsi 130 certifiés mofu dont 2 jeunes femmes.

Il est intéressant de rapprocher ce tableau du tableau VII montrant les métiers et occupations des Mofu sortis de l'école. On constate d'abord que les études occupent une part importante des certifiés : 53 sur 130, soit 41 % d'entre eux. Cette proportion montre que le C.E.P.E. n'est plus une fin en soi.

(1) Parmi eux figurent 10 fils du chef de Wazan qui constituent 22 % des reçus de Wazan et 10 % de l'ensemble des certifiés mofu.

(2) J. Y. MARTIN, 1978, *Différenciation sociale et disparités régionales...*, p. 43.

(3) Enquête réalisée en 1977 par F. YIMDAO, directeur de l'école de Durum-Watargas qui a bien voulu communiquer ses résultats.

TABLEAU IX  
Métiers et occupations des certifiés

	VIE PROFESSIONNELLE												ÉTUDES						Chômage	TOTAL	
	AGRICULTEURS			MÉTIERS NON TRADITIONNELS									TOTAL	Primaires	Secondaires	Techniques	Supérieures	Stages divers			TOTAL
	Montagne	Plaine	TOTAL	Enseignants			Infirmiers	Armée Police	Fonct. autres	Salariés divers	TOTAL										
				Priv.	Offic.	Total															
DUVANGAR....	6 (dont 1 fem.)	/	6	2	1	3	2	2	1	4	12	18	2	3	3	/	7	15	7	40	
DURUM	Catho.....	3	/	3	1	1	2	/	/	1	3	6	1	1	2	/	/	4	1	11	
	Offl.....	/	/	/	/	7	7	3	/	3	5	18	18	1	9	1	1	12	5	35	
	TOTAL....	3	/	3	1	8	9	3	/	3	6	21	24	2	10	3	/	1	16	6	46
WAZAN.....	3	1	4	6	1	7	/	1	1	3	12	16	4	10	5	2	1	22	6	44	
TOTAL.....	12	1	13	9	10	19	5	3	5	13	45	58	8	23	11	2	9	53	19	130	

Avec quelques années de retard, le Nord-Cameroun connaît la même évolution que le Sud chez qui le B.E.P.C. a détrôné le C.E.P.E., avant de l'être lui-même par le baccalauréat.

Parmi les 59 % restants, on est frappé de la place des chômeurs : 19 sur 130, soit 15 %, certains de ces chômeurs ayant entrepris des études secondaires ou techniques sans les terminer. Ce chômage ne conduit pas à un retour à la terre et les agriculteurs sont très peu représentés : 13 sur 130, soit 29 % de ceux qui sont entrés dans la vie professionnelle, mais... 17 % seulement de ceux qui devraient y être (en comptant cette fois les chômeurs) ou 10 % de l'ensemble des certifiés. Sur ces 13 agriculteurs on compte — pour l'instant — 1 jeune fille, la certifiée de Duvangar. Si l'on rapproche ce faible pourcentage d'agriculteurs des 64 % d'agriculteurs relevés sur le tableau VII pour l'ensemble des scolarisés, on peut se demander si ce n'est pas l'absence de diplôme seule qui maintient ces jeunes dans les métiers de la terre. On notera aussi que c'est parmi les certifiés issus de l'enseignement catholique que l'on trouve des agriculteurs : aucun agriculteur ne figure parmi les 35 certifiés formés par l'école officielle.

Les titulaires de métiers non traditionnels sont 45 — soit 71 % de ceux qui sont entrés dans la vie professionnelle et 34 % des certifiés — parmi lesquels se remarque une forte proportion d'enseignants : 19, soit 42 % d'entre eux.

Si l'on totalise les enseignants, les membres de la police et de l'armée, les infirmiers (parmi lesquels la certifiée de Durum) et les fonctionnaires, on arrive à 32 sur 45, soit 71 % de ceux qui ont un métier alors que dans le tableau VII, ceux-ci ne sont que 15 % des salariés. Parmi les 12 salariés divers et artisan, un seul est à son compte (brodeur à Maroua) alors que les commerçants, bouchers, artisans divers constituaient 29 % des titulaires de métier du tableau VII.

On débouche donc sur une constatation banale : outre l'accès aux métiers nobles, le C.E.P.E. procure des emplois stables, assez bien payés, réclamant parfois une activité manuelle : parmi les 11 salariés divers on relève 1 journaliste, 1 gardien pénitentiaire et aussi 1 menuisier, 1 mécanicien. La catégorie des employés de maison (29 % des métiers non traditionnels du tableau VII) a totalement disparu.

### 7. Religion des jeunes gens après leur passage par l'école catholique

Jusqu'en 1960 les Mofu des trois massifs pratiquaient exclusivement la religion traditionnelle (1) dans laquelle le culte des ancêtres tient une très grande place (2), ne se convertissant qu'exceptionnellement et, en ce cas, toujours en dehors de leur région et toujours à l'Islam.

L'installation d'une mission catholique à l'intérieur de leurs montagnes est venue bouleverser ces données. Sans aborder le problème général de l'impact du christianisme sur les Mofu — qui, outre l'école, utilise différentes voies pour se faire adopter des montagnards — il m'a paru intéressant de voir si la scolarisation avait entraîné un abandon de la

religion traditionnelle, si oui, remplacée par quoi ? Christianisme ? Islam ? ou rien ? Dans le cas d'un maintien de la religion traditionnelle, comment se justifiait-il ?

Le tableau X montre d'abord que la religion traditionnelle n'est pas la plus pratiquée par les anciens scolarisés. Elle est devancée de peu par le christianisme (3) et pour l'instant, l'appartenance religieuse s'établit dans l'ordre suivant : christianisme (essentiellement catholicisme), religion traditionnelle, islam et « sans religion ».

Sur 577 Mofu scolarisés, jeunes hommes et femmes dont la religion est connue, on trouve 244 jeunes dans la mouvance du christianisme, soit 42 % de l'ensemble, parmi lesquels 7 sont protestants (4) soit 1 % des scolarisés.

TABLEAU X

Religion des jeunes gens après leur passage par l'école catholique

		Religion Traditionnelle	ISLAM	CHRISTIANISME						« Sans religion »	TOTAL	Non précisé	TOTAL GÉNÉRAL
				PROTESTANTISME	CATHOLICISME				TOTAL				
					« Petite Médaille »	« Grande Médaille et Catéc. »	Baptisés	Total					
DUVANGAR	Garçons.....	47	18	2	29	26	30	85	87	29	181	3	184
	Filles.....	24	4	2	5	6	1	12	14	1	42	1	43
	TOTAL.....	71	22	4	34	32	31	97	101	29	223	4	227
DURUM	Garçons.....	53	9	3	30	28	15	73	76	2	140	1	141
	Filles.....	7	/	/	/	1	/	1	1	/	8	/	8
	TOTAL.....	60	9	3	30	29	15	74	77	2	148	1	149
WAZAN	Garçons.....	60	35	/	24	15	21	60	60	7	162	4	166
	Filles.....	25	12	/	4	1	1	6	6	1	44	/	44
	TOTAL.....	85	47	/	28	16	22	66	66	8	206	4	210
TOTAL	Garçons.....	160	62	5	83	69	66	218	223	38	483	8	491
	Filles.....	56	16	2	9	8	2	19	21	1	94	1	95
	TOTAL.....	216	78	7	92	77	68	237	244	39	577	9	586

(1) A. M. PODLEWSKI, après des enquêtes menées autour de 1960, notait chez eux 99,9 % de tenants de la religion traditionnelle, la plus forte proportion du Nord-Cameroun (1966, La dynamique des principales populations du Nord-Cameroun, *Cah. O.R.S.T.O.M., sér. Sci. Hum., vol. III, n° 4, p. 91*).

(2) J. F. VINCENT, 1971 : « Divination... » : 117-125.

(3) En 1973 la religion traditionnelle était encore la religion la plus pratiquée par les mêmes promotions de scolarisés : 49 % contre 44 % au christianisme, cette dernière proportion, un peu plus forte que celle de 1976, s'expliquant par le non-dénombrement des « sans religion » comptés alors parmi les « petites médailles » (« Scolarisation, émigration, conversion... », p. 19).

(4) Un poste protestant établi à Méri touche une fraction des quartiers de Ngsar et de Gwoley, faisant partie de la montagne de Duvangar.

Les 237 jeunes intéressés par le catholicisme ne comptent que 66 baptisés, soit 12 % de l'ensemble des scolarisés ; une proportion relativement modeste mais destinée à augmenter, car 92 (16 %) ont pris la « petite médaille » — qui est donnée, aux enfants qui la souhaitent, après 10 ans — et commencent à s'engager dans le catholicisme. 77 (13 %) en sont à la « grande médaille », nouveau pas vers le baptême ; ils vont à la messe chaque dimanche tout en apprenant « la doctrine ».

Cet état d'apprentissage peut d'ailleurs se poursuivre plusieurs années avant d'aboutir au baptême. On est loin du baptême de masse pratiqué dans le Sud-Cameroun au début du siècle, chez les Beti par exemple (1). Une évolution récente qui allonge encore les délais d'attente est même discernable depuis peu : « On a tendance à baptiser plus tardivement, des gens mariés même. En 1967 on avait baptisé des jeunes du C.M.<sub>2</sub> (ayant donc au moins 6 ans d'études et entre 13 et 16 ans). Actuellement on ne baptise plus au C.M.<sub>2</sub> ; on attend 4 ou 5 années de plus » (2). On s'oriente donc chez les Mofu vers un baptême d'adultes dont la décision est prise par les quartiers intéressés sous la direction de leurs responsables, au risque de décourager les aspirants à la nouvelle religion (3).

L'attitude vis-à-vis du catholicisme varie de massif à massif et aussi entre garçons et filles.

Ce n'est pas à Duvangar, siège de la mission catholique, que l'on trouve le plus fort pourcentage de catholiques parmi les scolarisés, mais à Durum, massif qui paraissait pourtant peu réceptif à l'innovation (4) ; il compte 52 % de catholiques, suivi par Duvangar (47 %) puis par Wazan (32 %).

Les filles scolarisées se montrent beaucoup moins attirées par le catholicisme que les garçons, 19 sur 94, soit 20 % d'entre elles, contre 46 % des garçons (219 sur 479). Là aussi ce chiffre moyen masque des différences entre les massifs, les filles de Duvangar s'intéressant davantage au catholicisme (12 sur 42 soit 29 %) que celles de Wazan (6 sur 44, soit 14 %) ; Durum lui, ne compte que 1 fille « grande médaille » sur 8 scolarisées (12 %). Par ailleurs, sur les 19 jeunes filles ou jeunes femmes « catholiques » on ne compte en fait que 2 baptisées, soit 2 % des scolarisées, alors que les baptisés représentent 14 % des garçons scolarisés.

La religion traditionnelle est après le christianisme la plus pratiquée : 216 jeunes sur 577, soit 37 % des scolarisés, y sont toujours fidèles. C'est à Wazan que ce pourcentage est le plus fort : 85 sur 206 soit 41 % pour l'ensemble garçons et filles ; à Duvangar qu'il est le plus faible : 71 sur 223 soit 32 % (cette proportion tombant à 26 % des garçons). Entre garçons et filles, les différences sont fortes, les filles étant beaucoup plus traditionalistes (60 % des filles contre 33 % des garçons).

Il est regrettable que les registres de l'école de Durum-Watargas n'existent plus, car il aurait été intéressant de voir si la proportion de tenants de la religion traditionnelle y était plus ou moins forte qu'à l'école catholique. L'appartenance religieuse de ses certifiés constituera cependant une indication (5). En l'absence de comparaison, notons le pourcentage relativement fort de ces fidèles à la religion des ancêtres parmi les anciens scolarisés des écoles catholiques. Cela montre un certain souci de respect de la liberté religieuse des élèves, ou une indépendance de pensée de leurs parents. En effet, ce n'est pas parce que les Mofu envoient leurs enfants à l'école qu'ils acceptent d'avance leur abandon de la religion traditionnelle. Certains dissocient nettement scolarisation et christianisation. « Ces parents laissent bien leurs enfants aller à l'école mais ils ne veulent pas qu'ils aillent au catéchisme. Ils sont attachés à leur religion car ils pensent : ' lorsque je ne serai plus là, qui donc s'occupera de mon sacrifice ? ' » (6). La religion mofu met en effet très fortement l'accent sur la succession des générations, en particulier sur le remplacement du père par le fils aîné, et donc la nécessaire identification du fils aîné à son père. Si ce fils se convertit du vivant de son père, c'est toute une chaîne qui est rompue sous les yeux de celui-ci. Pour un homme, la conversion de ses fils représente presque le même malheur que la stérilité. On ne sera donc pas étonné de constater que beaucoup de pères pèsent sur leur fils, surtout si celui-ci est fils unique, pour qu'il soit fidèle au culte des ancêtres. « Celui dont le père est toujours vivant a beaucoup de mal à se convertir. La plupart des baptisés sont des orphelins. Celui dont le père vit toujours et qui se convertit n'est pas tout à fait chrétien car par derrière il y a son père qui le poursuit avec les traditions : lorsque le fils vient à la maison, le père

(1) J. F. VINGENT, 1976 : *Traditions et transition ; entretiens avec des femmes bété du sud-Cameroun*, O.R.S.T.O.M., Berger-Levrault, 167 p. ; cf. pp. 36-44.

(2) Directrice de l'école de Duvangar, 20-11-76.

(3) Jean Dihem (Duvangar, 11-12-76).

(4) Cf. *supra*, p. 309.

(5) Cf. *infra*, tableau XI, p. 324.

(6) Maîtres de Durum (26-11-76).

cherche à l'obliger à faire de petits sacrifices (*kuli*) ou à porter des charmes » (1). Une enquête à Durum sur les raisons de l'attachement de tel ou tel à la religion traditionnelle a obtenu diverses réponses dont le fond est identique : « Il suit son père », « il est fils aîné », « il veut suivre ses parents », « il a hérité de son père », « il est l'aîné de son père, ses parents lui défendent de se convertir », « il avait reçu la petite médaille mais son père est mort ; il a tout abandonné » (2).

Une autre raison peut jouer en faveur du maintien de la religion des ancêtres, la faim de viande : « Certains enfants aiment la religion traditionnelle car si leur père prend une chèvre pour offrir un sacrifice à ses ancêtres, il y a de la viande. L'enfant se dit « si je me rends à la messe (3), je ne pourrai plus manger de cette viande » (4). En fait il ne s'agit là que d'une petite restriction : « les chrétiens ne mangent pas la viande préparée qui a été posée sur les autels, mais ils mangent le reste de la viande », rappelle un vieil informateur (5) qui poursuit, « en effet les chrétiens, eux, vivent dans la montagne, tandis que les jeunes qui sont devenus musulmans n'y viennent plus ».

Cette réflexion rejoint toute une série d'informations qui insistent sur cette différence capitale entre Mofu convertis au catholicisme et Mofu convertis à l'Islam : *alors que l'adoption de l'Islam signifie l'émigration et la rupture avec la montagne, celle du catholicisme n'entraîne pas le départ des jeunes*. Devenus catholiques, les Mofu continuent souvent à habiter la montagne, exerçant alors généralement le métier de paysans. Les chiffres du tableau XIII le montreront bien : 250 jeunes hommes sur 491 sont agriculteurs de montagne mais parmi eux 122 seulement pratiquent la religion traditionnelle, soit 49 % (6) ; il y en a donc 128, soit 51 %, qui ont une autre appartenance religieuse. L'Islam étant à peu près absent tout comme la catégorie « sans religion », on constate que 118 des anciens scolarisés vivant en montagne, 47 % des effectifs,

sont catholiques ou sympathisants (7), presque un sur deux des anciens élèves.

Cela ne signifie pas d'ailleurs que les vieux se réjouissent de leur présence ; la conversion des jeunes au catholicisme les contrarie beaucoup plus que leur conversion à l'Islam : « les chrétiens continuent à vivre dans la montagne alors que dans l'esprit des vieux, devenir chrétien c'était ne plus rien avoir à faire avec les choses de la montagne. Ils pensaient que les chrétiens allaient faire leur bloc à part, mais non... Du coup les chrétiens leur apparaissent comme des perturbateurs » (8).

L'Islam concerne 78 scolarisés sur 577, soit 14 % d'entre eux. C'est à Wazan que les scolarisés musulmans sont le plus nombreux, 47 sur 206, 23 % de l'ensemble (avec une proportion notable des filles scolarisées, 12 sur 44, soit 27 % d'entre elles). A Duvangar, ils ne sont que 10 % des scolarisés (proportion identique chez les filles et les garçons), et à Durum les musulmans ne sont que 9, soit 12 % des garçons et 6 % de l'ensemble, aucune des 8 scolarisées n'ayant adopté l'Islam.

On notera que *le nombre des convertis à l'Islam est un peu plus élevé que celui des baptisés* (66, soit 11 % des scolarisés). Toutefois, l'impact de l'Islam est beaucoup moins important dans les montagnes mofu que celui du christianisme, car jusqu'en 1972 on ne trouvait aucun paysan musulman. « Les montagnards conçoivent l'Islam comme une religion qui empêche de travailler manuellement, non seulement les femmes mais les hommes qui doivent plutôt vivre du commerce. Cela se comprend car à Maroua la majorité des musulmans sont des commerçants. Ils pensent donc que devenir musulman, cela veut dire être commerçant » (8).

La situation a évolué en 1972 où l'héritier du chef de Wazan, — ancien « scolarisé » ayant passé 1 an à l'école — est devenu musulman sans rien changer à son mode de vie : il habite toujours dans la montagne — mais en zone de piémont — et continue à se montrer un agriculteur entreprenant.

(1) Jean DIHEM (Wazan, 11-12-76).

(2) Enquête réalisée, à ma demande, en 1977 par la mission de Duvangar.

(3) La langue mofu a choisi en effet « la messe » pour caractériser le catholicisme. « Être chrétien » se dit « *meki kuli ma lames* », « faire le sacrifice de la messe ».

(4) Maîtres de Durum (26-11-76).

(5) Lokwondo (Wazan, 14-11-76).

(6) Cf. p. 39 tabl. 13 ; en 1973, cette proportion était de 70 % (Scolarisation... », p. 19).

(7) A ceux-là, il faut ajouter les convertis qui ne sont pas passés par l'école et qui, suivant les massifs, sont plus ou moins nombreux. « Dans certains quartiers de Durum, par exemple à Mangerdla, il y a plus de chrétiens parmi ceux qui n'ont pas été à l'école que parmi les anciens écoliers ; alors qu'à Wazan les chrétiens sont presque tous d'anciens écoliers » (Maîtres de Durum, 26-11-76). « A la différence de Wazan, à Duvangar et Durum les chrétiens sont aussi des illettrés et des gens plus âgés » (Directrice de l'école de Duvangar, 20-11-76).

(8) Paul ASFOM (Yaoundé, 14-12-76).

Autour de lui quelques-uns de ses voisins et parents se sont convertis également, formant un embryon de village mofu musulman (moins de 10 chefs de famille). A la même date, sur le massif de Durum, en piémont également, quelques chefs de famille mofu devenus musulmans se sont regroupés. *Il n'y a donc plus aujourd'hui d'incompatibilité chez les Mofu entre le métier d'agriculteur et la conversion à l'islam*, et il est possible que dans les années à venir l'islam progresse rapidement chez les paysans restés au pays. Toutefois le regroupement des habitations reste significatif d'une volonté de rupture, nette de part et d'autre.

Il n'est pas possible dans le cadre de cette courte étude d'envisager le cas plus général de la conversion des Mofu à l'islam et de ses motivations, ni de donner la proportion des islamisés non scolarisés (1). Disons seulement que jusqu'à la création de ces villages mofu musulmans en zone de montagne, l'islamisation était liée à l'émigration. « Un islamisé est perdu pour la montagne. C'est fini, il ne revient plus, ou alors seulement pour de petites visites » (2). L'examen de la situation professionnelle des islamisés montrera effectivement que la quasi-totalité exerce des métiers citadins (3). Islamisation signifie encore pour l'instant séparation totale d'avec le milieu d'origine. « Si un Mofu islamisé (vivant en ville) perd ses parents, généralement il ne vient pas à l'enterrement, ou bien s'il vient, il ne veut pas s'approcher du cadavre ni pleurer ; il dit « je suis Fulbe » ». Dans l'esprit des convertis l'islamisation constitue une transformation radicale impliquant une nouvelle appartenance ethnique (4) ; ils ne se sentent plus Mofu mais Peul et se mettent à parler exclusivement la langue peule au grand amusement — ou à la consternation — de leurs parents : « les gens du nouveau village musulman de Durum ne parlent plus que le fulfulde. S'ils doivent s'entretenir avec un Mofu ils mangent tous

les mots en disant qu'ils ne savent plus notre langue ! » (5). Inversement, les montagnards ne considèrent plus ces convertis comme leurs frères. « On pense qu'ils ne sont plus de la montagne. Autrefois on estimait qu'ils étaient comme morts » (6). « L'islamisé est séparé définitivement de sa famille. Il est coupé totalement de ses parents » (7). Toutefois, puisqu'ils ne font plus partie de la communauté, de la *ngwa*, de la montagne, les Mofu musulmans ne peuvent pas non plus la contaminer, ce qui fait une grande différence, on l'a vu, entre eux et les convertis au christianisme (8).

La dernière étiquette religieuse des scolarisés concerne ceux que leurs camarades appellent les « sans religion », soit qu'ils hésitent depuis des années entre religion traditionnelle et christianisme, allant tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, soit qu'ils aient tout abandonné sans pour autant reprendre la religion traditionnelle. Ils sont jusqu'ici 39 sur 577, 7 % de l'ensemble, et presque uniquement des garçons (1 seule fille parmi eux). On notera que, paradoxalement, c'est à Duvangar, siège de la mission, qu'ils sont particulièrement nombreux, 29 sur 181, soit 16 % des garçons scolarisés. Durum, lui, n'aurait que 2 « sans religion » sur 148 scolarisés (1 %) et Wazan 8 sur 206 (4 %).

Il m'a paru intéressant de voir s'il apparaissait une relation entre la durée des études et l'appartenance religieuse de ceux qui sont entrés dans la vie professionnelle. Sans alourdir l'exposé par le détail de ces calculs portant sur 520 jeunes, indiquons seulement la durée moyenne des études par appartenance religieuse, en allant des plus courtes aux plus longues :

islamisés.....	3,3 années
« traditionnels ».....	3,5 années
« sans religion ».....	5 années
catholiques.....	5,5 années

(1) Selon le chef de Mangerdla - Durum (2 000 personnes environ) « Sur Mangerdla, une vingtaine de jeunes gens se sont islamisés ; parmi eux, pas un n'est passé par l'école de Mangerdla » (Zirgendev, 6-8-73). Pourtant 9 islamisés ont été dénombrés à l'aide du registre de l'école, on vient de le voir, ce qui empêche de prendre au sérieux cette estimation qui semble indiquer une proportion : les islamisés seraient en majorité des non-scolarisés. Cette opinion est celle des maîtres de l'école de Durum-Watargas pour qui « A Watargas sur 20 islamisés il y en a peut-être 3 qui sont allés à l'école » (Durum, 26-11-76). A ces islamisés peu ou pas scolarisés, il faut ajouter toutefois les islamisés certifiés (cf. *infra*, p. 324, tableau XI).

(2) Zirgendev (Durum, 6-8-73).

(3) Cf. *infra*, p. 326, tableau XIII.

(4) J. GALLAIS a observé au Mali dans la boucle du Niger des mutations analogues, présentées par les intéressés comme ethniques, alors qu'elles étaient en fait religieuses (« Signification du groupe ethnique au Mali », *L'Homme*, t. II, pp. 106-129, 1962 ; cf. p. 115).

(5) Kari (Durum, 15-11-76).

(6) Paul Asfom (Yaoundé, 14-12-76).

(7) Lokwondo (Wazan, 14-11-76).

(8) Cf. *supra*, p. 322.

Il existe une nette corrélation entre études longues et conversion au catholicisme. Sans faire de tous les Mofu catholiques des intellectuels, cette liaison montre qu'une certaine durée des études, impliquant à la fois une imprégnation plus forte et un niveau plus élevé, favorise l'adoption de la religion catholique. Inversement, c'est chez ceux qui ont passé le moins de temps à l'école que se rencontrent, de préférence, les convertis à l'islam (1), à la fois parce que l'influence de l'école catholique s'est exercée sur eux moins longtemps, peut-être aussi parce que l'adoption de l'islam ne nécessite pas au Nord-Cameroun d'études demandant une gymnastique intellectuelle ou parce qu'elle suppose un autre type de raisonnement théorique.

Les études très courtes des partisans de la religion traditionnelle expliquent que ceux-ci n'aient pas

songé, ou réussi, à s'arracher à l'influence de leurs parents (2). Par contre on ne peut manquer de remarquer que les « sans religion », tout comme les catholiques, ont fait des études longues, sans pour cela faire le même choix qu'eux.

Voyons à présent l'appartenance religieuse des « nantis de la scolarisation », les titulaires du C.E.P.E. Le tableau XI montre comment ils se répartissent entre les quatre étiquettes religieuses.

Il est intéressant de rapprocher les données du tableau XI avec celles du tableau X qui indique la religion de tous les jeunes gens passés par l'école primaire.

L'appartenance religieuse des certifiés s'établit en effet dans un ordre et avec des proportions différentes ; on trouve cette fois, catholicisme, islam, religion traditionnelle, « sans religion ».

TABLEAU XI  
Religion des certifiés

	Religion traditionnelle	ISLAM	CHRISTIANISME				« Sans religion »	TOTAL	
			PROTESTANTISME	CATHOLICISME					
				« Petite Médaille »	« Grande Médaille »	Baptisés			TOTAL
DUVANGAR.....	3	1	/	7	9	15	31	5	40
DURUM	Catholiques....	/	/	3	5	3	11	/	11
	Officielle.....	/	14	/	4	3	11	3	35
	TOTAL.....	/	14	/	7	8	14	29	3
WAZAN.....	8	3	/	12	5	15	32	1	44
TOTAL.....	11	18	/	26	22	44	92	9	130

Les catholiques sont 92 sur 130 certifiés, soit 71 % des certifiés (contre 41 % des scolarisés du tableau X). On notera l'absence du protestantisme qui n'ayant pas ouvert d'école dans ces montagnes, ne parvient à mordre que sur les agriculteurs de montagne et bien faiblement, ainsi qu'il apparaît sur le tableau X. Les 71 % de certifiés catholiques constituent un pourcentage d'ensemble. Toutefois si l'on compare l'ensemble des trois écoles catholiques

face à l'école officielle (tableau XII) on remarque des variations significatives.

Dans l'école officielle, les catholiques représentent 51 % des certifiés alors que dans les écoles catholiques ils forment 78 % des certifiés. Dans l'ensemble, la tendance qui avait été remarquée à lier longueur des études et adoption du catholicisme trouve ici son épanouissement, particulièrement dans... les écoles catholiques. La proportion des baptisés parmi

(1) Telle est bien, en dehors de toute statistique, l'impression des maîtres de Durum « Parmi les anciens écoliers ceux qui se convertissent à l'islam sont ceux qui sont restés peu de temps à l'école. Pour ceux qui ont fait des études de longue durée c'est beaucoup plus rare » (Maîtres de Durum, 26-11-76).

(2) Cf. *supra*, p. 321.

TABLEAU XII  
Religion des certifiés d'après leur école d'origine

	Religion traditionnelle	ISLAM	CATHOLICISME				« Sans religion »	TOTAL
			« Petite Médaille »	« Grande Médaille »	Baptisés	Total		
Écoles catholiques.....	11	4	22	19	33	74	6	95
École officielle.....	/	14	4	3	11	18	3	35
TOTAL.....	11	18	26	22	44	92	9	130

Les certifiés de toutes les écoles reste importante, 44 sur 130, soit 34 %. Fait notable, elle est à peu près semblable parmi les scolarisés de l'enseignement officiel et ceux de l'enseignement catholique, tournant autour d'un tiers, un peu moins dans l'enseignement officiel (31 %), un peu plus dans l'enseignement catholique (35 %). Ce qui fait la différence de « catholiques » entre les deux, c'est la grande importance numérique, parmi les certifiés de l'enseignement catholique, de ceux qui se préparent encore au baptême (41, soit 43 %), et viennent s'ajouter aux baptisés. Signalons que les baptisés ne restent pas nécessairement catholiques pratiquants. Deux cas de non-pratiquants ont été signalés parmi eux, cette tiédeur ayant la même raison, l'adoption de la polygamie, polygamie que continuent à pratiquer — ou souhaiter — bien des catholiques africains (1), et que choisira peut-être un nombre croissant de catholiques mofu, actuellement jeunes mariés ou jeunes célibataires.

L'islam vient derrière le catholicisme, loin derrière puisqu'il concerne 18 certifiés sur 130, 14 % de l'ensemble. La majeure partie de ces certifiés provient de l'école officielle de Durum chez qui les islamisés, 14 sur 35 dont la seule fille, représentent 40 % des certifiés, alors que dans les écoles catholiques ils ne sont que 4 %. Ainsi les certifiés Mofu sortant de l'école officielle sont dix fois plus nombreux à s'islamiser que leurs camarades sortant des écoles catholiques.

On voit qu'il existe parmi les scolarisés deux types différents de convertis à l'Islam. Les premiers

n'ont fait qu'un rapide passage par l'école et leur conversion représente selon les informateurs un effort pour « essayer de changer de vie » (2). On les rencontre parmi les anciens élèves aussi bien de l'école officielle que des écoles catholiques (3). Les seconds, au contraire, sont en grande majorité sortis de l'école officielle et ils se convertissent cette fois après la fin de leurs études. « Certains s'islamisent pour trouver plus facilement du travail, surtout parmi les certifiés. En effet on dit que les chrétiens ou ceux qui partent à la messe sont défavorisés lorsqu'ils sont en concurrence pour une place avec un musulman. Bien sûr, pour les concours on ne demande pas la religion mais rien que par le prénom on voit bien qui est chrétien, qui est musulman » (4).

Parmi les certifiés, la religion traditionnelle est à peine représentée : 11 sur 130 soit une proportion de 8 %. Encore de ces 11 certifiés faut-il déduire 6 fils du chef de Wazan, qui, en raison de leur situation, se montrent hésitants dans le choix d'une religion non-traditionnelle et préfèrent attendre en continuant à participer éventuellement au culte de leurs ancêtres (5). Restent alors 5 certifiés, pratiquant la religion non-traditionnelle, soit 4 % de l'ensemble, proportion infime par rapport aux 37 % du tableau X, qui montre à quel point la religion traditionnelle se prête mal à la transplantation.

On notera que les « sans religion » sont 9 sur 130, soit 7 % des certifiés, proportion semblable à ce qu'elle est parmi l'ensemble des jeunes sortis de l'école avec ou sans diplôme.

(1) J. F. VINCENT, 1976 : *Tradition et transition...*, p. 40.

(2) Maîtres de Durum, 26-11-76, Nukokwo (Wazan, 24-11-76).

(3) Cf. *supra*, p. 322.

(4) Maîtres de Durum, 26-11-76.

(5) Sur 10 fils certifiés du chef de Wazan (cf. *supra*, p. 318, n. 1) on trouve donc 6 « religion traditionnelle », soit une proportion de 60 %, totalement aberrante par rapport aux 4 % de l'ensemble des certifiés roturiers.

## 8. Religion et spécialisation professionnelle

TABLEAU XIII  
Religion et situation professionnelle

	Religion traditionnelle	ISLAM	Protestantisme	CATHOLICISME				« Sans religion »	Total	Religion non précisé	TOTAL GÉNÉRAL
				Petite Médaille	Grande Médaille	Baptisés	Total				
Agriculteurs de montagne.	<b>122</b>	2	5	45	49	24	118	3	250	/	250
Agriculteurs de plaine.....	<b>8</b>	<b>8</b>	/	2	/	3	5	2	23	/	23
<i>Agriculteurs total.....</i>	<b>130</b>	10	5	47	49	27	123	5	273	/	273
Commerçants.....	1	<b>12</b>	/	1	/	/	1	/	14	/	14
Bouchers.....	/	<b>9</b>	/	/	/	/	/	/	9	/	9
Artisans.....	/	2	/	1	1	/	2	2	6	/	6
Employés de maison.....	7	9	/	4	2	2	8	<b>17</b>	41	/	41
Salariés divers.....	2	10	/	3	3	7	<b>13</b>	5	30	/	30
Maîtres, infr., fonct.....	1	2	/	2	4	10	<b>16</b>	/	19	/	19
Chômeurs et emprisonnés..	6	6	/	6	4	4	<b>14</b>	8	34	/	34
Émigrés sans emploi précisé.	/	1	/	2	/	2	<b>4</b>	1	6	2	8
Écoliers du primaire.....	8	/	/	9	/	/	<b>9</b>	/	17	/	17
Lycéens, collégiens, étudiants.....	3	1	/	8	3	8	<b>19</b>	/	23	/	23
Stages divers.....	1	/	/	1	3	6	<b>10</b>	/	11	/	11
<b>TOTAL.....</b>	159	62	5	84	69	66	219	38	483	2	485
Emploi non précisé.....	/	/	/	/	/	/	/	/	/	6	6
<b>TOTAL GÉNÉRAL.....</b>	159	62	5	84	69	66	219	38	483	8	491

En gras : Appartenance religieuse majoritaire au sein d'une profession ou d'une situation donnée.

Le tableau XIII montre la liaison entre l'appartenance religieuse des jeunes hommes sortis du primaire et leur situation professionnelle. Pour ne pas alourdir ce tableau, la distinction par massif d'origine a été supprimée.

On ne reviendra pas sur les *agriculteurs de montagne* dont il a été vu (1) qu'ils se partagent entre religion traditionnelle et catholicisme, les premiers l'emportant de peu par le nombre et constituant près de la moitié du groupe, et les islamisés étant quasi inexistantes.

On notera par contre que la situation est très différente chez les *agriculteurs de plaine* qui ont émigré de leur massif, parfois très loin on l'a vu (2). Les tenants des différentes religions s'y répartissent de la façon suivante :

religion traditionnelle.....	35 %
islam.....	35 %
catholicisme.....	22 %
« sans religion ».....	8 %

(1) Cf. p. 320-321.

(2) Cf. p. 316.

(3) Cf. p. 323.

(4) Takawats, Arindo, Kalvom (Wazan, 19-11-76).

Si la religion traditionnelle figure encore, l'islam occupe une place importante, montrant que son incompatibilité avec les métiers de la terre, encore forte en montagne, a disparu en plaine.

Chez les *commerçants*, l'islam occupe une situation prépondérante : 12 sur 14 des commerçants mofu, 86 % de l'ensemble, sont islamisés, ce qui se comprend aisément : la conversion à l'islam est souvent ressentie comme une mutation ethnique, on l'a vu (3), comme une transformation en Peul, or l'image type du Peul pour les Mofu est celle du commerçant.

Ce qui est plus curieux c'est la complète islamisation des *bouchers*. Les 9 recensés sont tous devenus musulmans. Selon les informateurs — dont un de ces 9 bouchers interrogés à Garoua — il existe une nette attirance mofu pour le métier de boucher s'expliquant par son côté « bénéfique » et aussi par l'absence de répugnance des Mofu envers ces tâches de découpeur de viande (4) (absence liée peut-être au prestige du grand sacrifice quadriennal du

taureau *maray*). Généralement ces bouchers ne sont pas à leur compte mais travaillent pour un patron Peul (1), leur liaison constante avec des musulmans expliquent peut-être leur conversion.

Les « *employés de maison* » représentent, on l'a vu, une catégorie importante puisqu'un salarié sur trois pratique un de ces métiers : blanchisseur, cuisinier, boy à tout faire. Il s'agit là de petits emplois mal payés permettant tout juste à ces jeunes de ne pas faire partie des chômeurs. L'étiquette religieuse la plus portée est :

l'absence de religion.....	41 %	puis viennent
islam.....	22 %	
catholicisme.....	20 %	
religion traditionnelle.....	17 %	

Les *chômeurs* (avec lesquels ont été comptés quelques jeunes en prison pour divers larcins) comptent, eux, une importante minorité de catholiques : 14 sur 34, soit 41 %, puis apparaissent les « sans religion » 23 %, enfin les islamisés et les tenants de la religion traditionnelle, soit 18 % chacun.

Les diverses catégories qui suivent comptent au contraire une majorité de catholiques. Sans signification en ce qui concerne les *émigrés* dont l'emploi actuel n'a pas été précisé, cette appartenance religieuse s'explique fort bien pour la catégorie *maîtres, infirmiers, fonctionnaires* où 16 jeunes sur 19 sont catholiques soit 84 %, les baptisés étant 10 sur 19, soit 53 %. Il s'agit là de métiers ayant nécessité de nombreuses années d'études — or on a vu le lien entre conversion au catholicisme et durée des études (2) — et dont les titulaires ont souvent pour employeur les missions catholiques. Le catholicisme est encore bien représenté parmi les « *écoliers* » âgés dont 53 % sont catholiques (mais en sont toujours aux premières étapes de la conversion...) et surtout parmi les *lycéens, collégiens* et *étudiants* où les catholiques représentent 83 % de l'ensemble (les baptisés étant 35 %). Notons que les deux seuls étudiants mofu (tous deux élèves à l'École Nationale d'agronomie de Yaoundé) sont catholiques baptisés.

Des divergences sont d'ailleurs discernables entre la mission catholique de Duvangar qui, on l'a vu, s'oriente de plus en plus vers un baptême d'adultes (3), et les aumôneries catholiques de ces collèges et lycées qui, elles, estiment qu'à partir de la 4<sup>e</sup>, en gros vers 16-17 ans, le baptême doit être donné à

ceux qui le souhaitent. Elles ont donc tendance à baptiser plus tôt, ce qui peut apparaître comme une injustice aux Mofu non scolarisés (4).

La dernière catégorie, celle des *stagiaires divers* (santé, agriculture, enseignement), compte elle aussi une majorité de catholiques, 10 sur 11, 91 %, dont 6 baptisés, soit 55 % du groupe.

\* \*

L'examen attentif des registres de ces trois « écoles de la mission » a permis de répondre en partie aux questions de départ. Oui, la scolarisation mène presque nécessairement à un abandon du métier de la terre et à un départ des jeunes de la montagne, mais seulement lorsque de longues études ont permis l'obtention d'un diplôme et d'un métier valorisé ou bien payé ; sur 130 certifiés mofu seuls 13, soit 10 %, sont encore agriculteurs. Ainsi, ce n'est pas la scolarisation en tant que telle qui dépeuple la montagne mais le diplôme.

La scolarité tronquée représente le cas le plus général : la moyenne des études se situe à 4,3 années et 65 % des scolarisés ont abandonné la classe après 1 à 4 ans d'études.

Le pourcentage d'agriculteurs de montagne, enfin, reste fort parmi les scolarisés, près de 60 %.

Les Mofu sont par contre beaucoup plus perturbés par l'école en ce qui concerne leur appartenance religieuse. L'autorité des pères sur leurs fils n'est pas suffisante pour empêcher les jeunes de se tourner vers une religion nouvelle. Après le passage par l'école, on ne compte plus qu'un tiers de fidèles à la religion traditionnelle, les autres ayant opté pour le christianisme (42 % de l'ensemble, donc l'appartenance religieuse la plus fréquente), pour l'islam (14 %) ou n'ayant pas envie de faire un choix (7 %).

Même au sein de la catégorie professionnelle la plus attachée, semble-t-il, aux traditions, celle des agriculteurs de montagne, la religion des ancêtres n'est pas majoritaire : elle constitue encore le choix le plus fréquent (celui de 49 % des jeunes paysans) mais elle est talonnée par le catholicisme qui la rejoint presque sur le plan numérique (47 %).

Le catholicisme apparaît pour l'instant comme la religion la plus souple puisqu'il compte de nombreux convertis aussi bien parmi les moins que parmi les plus scolarisés, aussi bien parmi les paysans que parmi les intellectuels.

(1) Umaru (Garoua, 22-11-76).

(2) Cf. *supra*, p. 324.

(3) Cf. *supra*, p. 321.

(4) Directrice de Duvangar (20-11-76).

Jusqu'à ces dernières années l'islam était, lui, une religion de citadins — devenus le plus souvent commerçants — ou d'agriculteurs émigrés en plaine, mais l'important cap franchi en 1972 — la conversion du fils-héritier du chef de Wazan et son maintien dans la montagne — amènera peut-être un nombre croissant de paysans montagnards à adopter l'islam à leur tour.

Le comportement des jeunes filles et jeunes femmes mofu scolarisées se dessine à travers les chiffres et les proportions, et il est assez différent de celui des garçons. Bien que la durée de leurs études soit à peu près comparable, sauf à Wazan où elle est très courte, elles se réinsèrent plus facilement dans le milieu montagnard : 81 % d'entre elles cultivent les champs de leur mère ou leurs propres champs malgré leur passage par l'école. Assez peu attirées par le catholicisme à la différence des garçons (22 % d'entre elles, parmi lesquelles 2 % seulement de baptisées), elles se tournent un peu plus facilement qu'eux vers l'islam (17 % d'entre elles), cette conversion étant liée à leur mariage

et leur émigration. Leurs études ne débouchent encore qu'exceptionnellement sur le métier salarié et le C.E.P.E. ne compte parmi elles que deux titulaires.

Dans l'ensemble cependant, ce bilan numérique amène à une constatation : les « écoles de la Mission » ont eu en seize ans une incidence assez peu marquée sur le mode de vie des jeunes montagnards. Leur scolarisation n'a entraîné ni émigration généralisée ni désaffection totale du métier de la terre. Elles ont par contre assez fortement influé sur leur comportement religieux. Reste à se demander si ces phénomènes ne se seraient pas fait sentir de toutes façons, même si aucune école ne s'était ouverte dans ces montagnes. C'est le monde qui a changé, disent les Mofu, et à présent, soupirent les vieux, c'est de l'intérieur que le groupe social se disloque : « *ngwa ka nksi la...* », « la montagne s'est pourrie... ».

*C.N.R.S. Clermont-Ferrand.*

*Manuscrit reçu au Service des Publications de l'O.R.S.T.O.M. le 4 octobre 1978.*